

## LA RÉVOLUTION ANGLAISE DE 1688 : ÉCONOMIE POLITIQUE ET TRANSFORMATION RADICALE

[Steve Pincus](#)

Belin | « [Revue d'histoire moderne & contemporaine](#) »

2011/1 n° 58-1 | pages 7 à 52

ISSN 0048-8003

ISBN 9782701157740

DOI 10.3917/rhmc.581.0007

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2011-1-page-7.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La Révolution anglaise de 1688 : économie politique et transformation radicale

Steve PINCUS

La Glorieuse Révolution d'Angleterre de 1688-1689 occupe une place à part dans la manière dont nous envisageons le monde contemporain et les révolutions qui le façonnèrent. Depuis près de trois siècles, la plupart des intellectuels et des universitaires la considèrent en effet comme un moment constitutif de l'exception historique anglaise. Les philosophes l'ont associée aux origines du libéralisme ; certains sociologues l'ont opposée aux révolutions française, russe et chinoise ; des historiens ont considéré qu'elle confirmait la nature spécifique de l'État anglais, et les spécialistes de l'histoire culturelle et littéraire de l'Angleterre ont souligné à quel point cette révolution a contribué à définir le « bon sens » et la « modération » anglaise. Toutes ces interprétations tirent leur force du même récit, profondément ancré et largement diffusé, de la Révolution anglaise de 1688-1689. Malheureusement, ce récit est faux. Tenter de le remplacer nécessite toutefois de revenir sur nombre des catégories historiques, politiques, morales et sociologiques que nous mobilisons pour comprendre le monde contemporain. L'ancien récit considérait cette révolution comme le combat du peuple anglais pour préserver son mode de vie unique. Mon but est au contraire de montrer que les révolutionnaires anglais ont créé un nouveau genre d'État, et que c'est ce nouvel État qui s'est révélé si influent dans la constitution du monde moderne<sup>1</sup>.

### PLANTER LE DÉCOR : LA GLORIEUSE RÉVOLUTION ET L'EXCEPTIONNALISME BRITANNIQUE

Au sein du monde anglophone, tout le monde sait ce qui s'est passé lors de la Révolution anglaise de 1688-1689 : en 1685, le catholique Jacques II hérita du trône anglais, et, en 1689, les Anglais décidèrent de le remplacer par Guillaume III et Marie II, tous deux protestants. Dans l'intervalle, Jacques II, par aveuglement, se

1. J'ai développé ces interprétations dans Steve PINCUS, *1688. The First Modern Revolution*, New Haven, Yale University Press, 2009 (NdE : voir aussi la table ronde « Forum on 1688 », *Socialist History*, 33, 2008, p. 68-101, où est discutée cette ré-interprétation de la Glorieuse Révolution).

coupa progressivement de la fraction modérée et raisonnable du peuple anglais, à la suite d'une série d'erreurs et de faux pas bien connus. À la fin de l'année 1685, il réagit d'une manière excessive à la rébellion, romantique mais sans espoir, de son neveu protestant, le duc de Monmouth, en faisant légalement assassiner des centaines d'habitants de l'ouest de l'Angleterre lors des « Procès sanglants ». Déterminé à améliorer le statut social et politique de ses coreligionnaires, Jacques II ne tint aucun compte des lois anglaises. Il s'arc-bouta sur son droit de passer outre les décisions du Parlement, et nomma à la tête des forces armées de nombreux catholiques. En 1687, à l'aide de sa nouvelle et illégale Commission ecclésiastique, il força les universités protestantes à accepter parmi leurs membres les catholiques, et lorsque le Magdalen College d'Oxford tenta de résister à ses exigences, il coupa son financement, et le transforma en séminaire catholique.

Toujours selon le récit établi, suite à l'insuccès de ses tentatives pour inciter la Chambre des Communes ou la Chambres des Lords à supprimer la législation anticatholique, il décida d'émasculer le Parlement. Tout d'abord, il réaffirma son droit d'invalider les *Test Acts* et les lois pénales, cette législation qui avait empêché les Anglais d'adopter les pratiques catholiques continentales (les *Test Acts* exigeaient les sacrements anglicans pour l'exercice de toute charge militaire ou politique, et les lois pénales punissaient tous ceux qui officiaient ou participaient à des services religieux autres que ceux de l'Église d'Angleterre). Jacques II voulut ensuite faire avaliser ses oukases royaux par un Parlement composé d'hommes qu'il savait redevables envers lui. Ainsi, en juin 1688, lorsque sept évêques de l'Église d'Angleterre refusèrent que soit lue dans les églises sa Déclaration d'Indulgence (qui vidait de leur substance lois pénales et *Test Acts*), arguant de son illégalité, Jacques les traîna en justice lors d'un procès pour l'exemple. Qu'un jury pourtant soigneusement sélectionné ait néanmoins acquitté les évêques démontra les limites du soutien que le peuple anglais était prêt à accorder à son roi. Juste après le procès, les Anglais invitèrent le Hollandais Guillaume III, prince d'Orange, à défendre leurs libertés religieuses et politiques.

En 1688, le peuple anglais accueillit avec enthousiasme l'arrivée de Guillaume dans l'ouest de l'Angleterre. Après une série de défections spectaculaires, dont celle du futur duc de Marlborough, les armées de Jacques II se dispersèrent rapidement. Jacques II lui-même, précédé par sa femme et son fils nouveau-né, dut fuir en France, et les Anglais, dans ce qui fut envisagé comme un remarquable moment d'unité politique, acceptèrent en février 1689 de remplacer Jacques par Guillaume et Marie. Le couronnement des nouveaux monarques fut justifié par la publication de la Déclaration des droits, qui détaillait comment Jacques II avait violé les lois anglaises, insistant de la sorte sur les pouvoirs limités des rois anglais. Selon le récit traditionnel de la Glorieuse Révolution, les Anglais, entraînés par leurs dirigeants naturels au sein des deux assemblées parlementaires, s'étaient alors limités à des changements politiques très légers : les règles de succession avaient été révisées, interdisant aux catholiques l'accès au trône, puis l'Acte de tolérance avait permis aux protestants non-conformistes de pratiquer leur foi librement. Cette révolution sans effusion de sang eut bien sûr

des conséquences involontaires non négligeables, mais celles-ci furent comprises moins comme le résultat direct des événements que comme le produit naturel du caractère national anglais, un caractère que les Stuarts, par leur volonté de rétablir le catholicisme, avaient grandement contribué à pervertir.

Tous les écoliers d'Angleterre ont appris cette histoire. Elle fut mise en mots par le grand historien victorien Thomas Babington Macaulay dans sa magistrale *Histoire d'Angleterre*, publiée pour la première fois au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui connut un succès immédiat et foudroyant, et dont l'influence profonde est toujours perceptible. Macaulay a composé son récit dans une langue belle et accessible, et s'est appuyé sur des recherches très complètes. À bien des égards, les générations suivantes n'ont fait que discuter certains points de détails de son récit, tout en acceptant son schéma interprétatif d'ensemble.

La thèse de Macaulay est ainsi devenue un énoncé classique de l'interprétation whig de la Révolution de 1688-1689, qui comporte plusieurs facettes distinctes. Ainsi, en premier lieu, la Révolution n'était pas révolutionnaire. Contrairement à d'autres révolutions ultérieures, elle avait été pacifique, consensuelle, aristocratique et surtout raisonnable. Les Anglais ne voulaient pas transformer leur système politique, leur société ou leur culture. Ils avaient au contraire été effrayés à l'idée que Jacques II ait pu souhaiter le faire. Deuxièmement, la Révolution était protestante. Jacques II ayant tenté de rétablir le catholicisme en Angleterre, la Révolution garantit à l'Angleterre son caractère réformé. Troisièmement, la Révolution confirma la nature fondamentalement exceptionnelle du caractère national anglais. Les Européens, sur le continent, oscillaient entre deux extrêmes, république et gouvernement populaire d'un côté, absolutisme royal et tyrannie de l'autre. Les Anglais, par contraste, s'engagèrent sur la voie d'une monarchie limitée, accordant juste ce qu'il fallait de liberté au peuple. À l'instar de la raisonnable Église d'Angleterre, à mi-chemin entre les deux extrêmes du catholicisme romain et du sectarisme protestant radical, le système politique anglais, en préservant son ancienne constitution, s'appuyait sur la raison et la modération. C'est précisément parce qu'elle n'imposait pas de barrière infranchissable entre l'aristocratie et le peuple que les Anglais restèrent attachés à la structure hiérarchique de leur société. Quatrièmement, étant donné que la société anglaise n'avait que peu évolué dans les années précédant la fuite de Jacques II, il n'est pas possible d'assigner des causes sociales à la Révolution de 1688-1689. L'économie anglaise n'a commencé à croître et à prospérer qu'à partir du moment où le droit à la propriété fut garanti par la Révolution, et l'absolutisme rendu impossible en Angleterre.

De ce récit canonique, je conteste chacun des éléments et considère que la Révolution anglaise de 1688-1689 fut en réalité la première révolution moderne. J'en suis venu à cette conclusion après plus d'une décennie de recherches dans les archives au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et en Europe continentale. Macaulay s'était appuyé sur de très nombreux documents, mais depuis, de nouvelles techniques bibliographiques ont permis d'élargir considérablement la documentation mise à contribution. Plus particulièrement, Macaulay considérait que les questions de politique économique n'étaient devenues centrales qu'à sa propre

époque, alors qu'il me semble au contraire important d'étudier les relations entre la vie politique de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle d'une part, et les activités et aspirations des communautés marchandes d'Angleterre d'autre part. Cette nouvelle démarche historique permet d'envisager une Révolution de 1688-1689 radicalement différente de celle précédemment connue : nullement exceptionnelle, l'expérience anglaise, fût-elle précoce, représente le cas typique d'un État connaissant une révolution moderne. En d'autres termes, la Révolution de 1688-1689 n'est pas importante parce qu'elle aurait souligné un caractère anglais exceptionnel : elle est importante parce qu'elle constitue un moment clé de l'émergence de l'État moderne.

Souvent associés à une grossière « théorie de la modernité » forgée par les sciences politiques pendant la guerre froide, les termes « modernisation », « modernité », ou « moderne » veulent tout et rien dire. Je ne crois pas du tout que la modernisation de l'État mène inévitablement à la démocratie de type occidental. À mon sens, les ingénieurs et technocrates soviétiques des années 1950 sont tout autant des « modernisateurs » que les Américains. Par modernisation de l'État, j'entends en effet l'effort conscient et délibéré de se transformer d'une manière profonde. Habituellement, cela inclut un effort de centralisation et de bureaucratization de l'autorité politique, d'amélioration technologique et organisationnelle des forces armées, un programme pour accélérer la croissance économique et transformer la société à l'aide de la puissance publique, et la mise en place par l'État d'un système de collecte d'information sur toute activité politique et sociale. Les modernisateurs utilisent presque toujours la même rhétorique, en général plutôt associée aux épisodes révolutionnaires, celle d'une ère nouvelle ou d'un nouveau départ, insistant sur la rupture fondamentale opérée avec les modes de gouvernance précédents.

L'Angleterre de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle a rapidement évolué en société post-malthusienne : son économie connaît une croissance fulgurante, ses villes s'étendent et se développent, son commerce s'accroît. Ces changements permettent ainsi aux dirigeants anglais d'envisager pour le gouvernement un rôle accru. Pour autant, ces transformations économiques et sociales n'ont pas rendu la Révolution de 1688-1689 inévitable. Jacques II, influencé par le type de catholicisme qu'il pratiquait et par le modèle de réussite politique de son cousin Louis XIV, souhaitait développer un État absolutiste moderne. Avec ses partisans, il a mis en place un État bureaucratique, centralisateur, une armée professionnelle permanente et une marine de tout premier ordre. En même temps, il a dessiné une politique religieuse établissant les contours d'un État catholique moderne : à l'instar de Louis XIV, il voulait des sujets catholiques, mais rejetait la tutelle pontificale ; il souhaitait rester maître sur ses terres, tout en tentant de catholiciser son pays, à travers la diffusion d'une littérature engagée, la création d'écoles, d'universités et de lieux de culte catholiques. Dans les années 1680, personne ne pouvait ignorer le nouveau poids de la religion catholique dans la vie quotidienne des Anglais. Conscients des besoins accrus nécessaires au fonctionnement d'un État interventionniste, Jacques II et ses conseillers se lancèrent à la recherche de nouvelles ressources, et s'accordèrent rapidement sur le fait qu'un vaste empire

ultra-marin et centralisé, réunissant l'Inde, l'Amérique du Nord et les Indes occidentales, était pour ce faire nécessaire. Jacques II réunit toutes les ressources qu'il avait à sa disposition, et imagina comment établir et agrandir son empire, afin d'établir un État catholique moderne.

Ceux qui s'opposaient à cette politique étaient dans l'ensemble des révolutionnaires, et non des réactionnaires. Comprenant bien la nécessité de moderniser l'État anglais pour qu'il puisse tenir son rang sur l'échiquier européen, ces révolutionnaires, à la différence de Jacques II, puisaient leur inspiration du côté de la république hollandaise plutôt que du côté de la monarchie française. Mais ils désiraient eux aussi un État capable d'entretenir une armée puissante et une marine de premier ordre. Et eux aussi concevaient qu'un tel État dût être centralisé et interventionniste. Simplement, ils souhaitaient pour y parvenir d'autres moyens, plus efficaces : la participation politique plutôt que l'absolutisme, la tolérance religieuse plutôt que le catholicisme imposé, l'encouragement des manufactures plutôt qu'un empire foncier. Les révolutionnaires comprenaient fort bien que ces choix idéologiques les plaçaient en porte-à-faux par rapport à la monarchie catholique moderne de Louis XIV. Par conséquent, la guerre totale contre la France était pour eux un impératif, non seulement pour se prémunir contre une éventuelle restauration jacobite, mais aussi pour assurer aux produits anglais l'accès au marché européen et prévenir le spectre d'une Europe sous le joug absolutiste français.

Mais l'opposition entre Jacques II et ses adversaires ne concernait pas seulement des modalités de modernisation différentes : elle se déployait aussi sur le terrain des moyens politiques employés pour y parvenir. Jacques avait réussi à mettre sur pied une armée disciplinée et efficace, et était sur le point de transformer les institutions municipales d'Angleterre et du pays de Galles en autant d'instruments loyaux de sa politique locale. Les journaux et les institutions monarchiques diffusaient ses valeurs, tout en réduisant au silence tout autre point de vue. Ce régime politique peut nous sembler, après coup, avoir été bref ou fragile, il n'en reste pas moins que si l'on se replace dans les conditions de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, Jacques avait réussi à bâtir un édifice solide. C'est d'ailleurs la puissance de son État qui incita ses opposants à faire usage de la force, seuls des changements révolutionnaires étant à même d'empêcher un prochain roi de poursuivre son œuvre absolutiste. De fait, ceux qui en 1688 renversèrent Jacques II et façonnèrent le nouveau régime ne pouvaient être que révolutionnaires.

La Glorieuse Révolution ne fut en aucun cas la geste pacifique, aristocratique et consensuelle que l'on a dite. Évidemment moins sanglante que celles du XX<sup>e</sup> siècle, les atteintes aux biens et aux personnes qu'elle entraîna furent comparables à celles de la Révolution française<sup>2</sup>. Les Anglais, de Londres à Newcastle, de Plymouth

2. En incluant la guerre de Neuf Ans (appelée en France guerre de la Ligue d'Augsbourg, 1689-1697), et les guerres en Irlande et en Écosse, conséquences directes de la Glorieuse Révolution, le pourcentage de blessés et de tués est assez comparable à celui de la Révolution française.

à Norwich, firent l'expérience de la violence sous toutes ses formes, et vécurent dans la crainte de celle-ci pendant toute la durée de la Révolution. En effet, cette dernière ne peut être réduite à de simples négociations politiques entre gens bien nés : des hommes et des femmes de toutes conditions ont pris les armes à travers tout le pays, et ont contribué financièrement au succès de la cause révolutionnaire. Alors que les membres de la chambre des Lords tentaient d'établir calmement les nouvelles règles de succession après la fuite du roi, la foule en colère, forte de plusieurs dizaines de milliers de personnes, abrégua les débats et força la main des parlementaires. Étant donné la puissance, l'efficacité et la cohérence idéologique du régime institué par Jacques II, il n'y a pas à s'étonner du nombre de ceux qui soutinrent avec enthousiasme leur roi, en 1688 et après. De même, parmi ceux qui entendaient défaire l'œuvre de Jacques II, tous n'étaient pas d'accord pour substituer le programme d'une modernisation de type hollandais à l'imitation du modèle français : beaucoup étaient même prêts à tout pour empêcher pareille alternative. Tout au long des années 1680 et 1690, les Anglais furent ainsi profondément divisés, sur les plans politique et idéologique. N'allons pas imaginer que l'Angleterre s'est unie contre un roi étranger au caractère national, ni qu'un peuple raisonnable a su se rassembler pour se débarrasser collectivement d'un roi qui ne l'était pas. Comme toute révolution, celle de 1688 fut populaire, violente et divisa fortement la population.

Ma thèse est donc que les Anglais de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ont accompli la première révolution moderne. Elle eut des causes profondes, et des conséquences à long terme. Sans les débats idéologiques des années 1640 et 1650, les transformations politiques et sociales des années 1680 et 1690 n'auraient pas été concevables. Et si l'économie anglaise n'avait pas échappé à la crise européenne de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, à la récession qui a été le lot du continent, aucune réforme institutionnelle n'aurait été possible. Enfin, du fait de ses causes profondes, la révolution ne pouvait pas avoir que des conséquences involontaires : la création de la banque d'Angleterre, la guerre contre la France, l'introduction de la tolérance religieuse appartenaient bien aux buts explicites de nombreux révolutionnaires.

Les révolutionnaires créèrent après 1689 un nouveau genre d'État, rejetant le modèle d'État moderne bureaucratique et absolutiste créé par Louis XIV. Mais ils ne rejetaient pas l'État en lui-même : leur État était tout autant intrusif. Ils voulaient passer d'une société agricole à une société manufacturière, capable de soutenir l'effort de guerre contre la plus grande puissance militaire que l'Europe ait jamais connue, tout en promouvant la tolérance religieuse. Souvent décrit comme l'un des premiers et des plus influents penseurs du libéralisme, John Locke faisait partie de ces révolutionnaires. Si la Glorieuse Révolution constitua un moment critique dans l'histoire du libéralisme moderne, ce libéralisme ne s'opposait pas à l'État. Le libéralisme de 1689 était révolutionnaire et interventionniste, plutôt que modéré et anti-étatique.

À mon sens, la Glorieuse Révolution ne peut pas être considérée comme le triomphe des modernisateurs contre les défenseurs de la société traditionnelle :

elle a en effet opposé deux catégories de modernisateurs, chacune essayant pour se légitimer de séduire les esprits réactionnaires, dans un schéma révolutionnaire typique. En effet, les Révolutions naissent la plupart du temps lorsque les autorités politiques en place admettent le besoin de se moderniser. Ce faisant, elles créent nécessairement du ressentiment, ne serait-ce que parce que l'État explore des territoires qu'il ignorait auparavant. D'autre part, en légitimant le processus de modernisation par la nécessité de rompre avec le passé, les autorités ouvrent la voie aux mouvements d'opposition, qui n'ont plus besoin de justifier leur refus du mode de vie traditionnel. Il ne s'agit pour eux que de convaincre de la supériorité de leur modèle. Le pouvoir en place ne peut plus compter sur la loyauté habituelle des élites. Ce schéma politique, qui s'est réitéré de nombreuses fois, a été inauguré par les révolutionnaires anglais de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

### UNE RÉVOLUTION DANS L'ÉCONOMIE POLITIQUE

«Quelle meilleure preuve de l'excellence de notre gouvernement national que la banque d'Angleterre», fanfaronnait un auteur de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Cette nouvelle institution, fondation de la prétendue «Révolution financière», méritait ses louanges car, «comme le temple de Saturne des Romains, un dépôt chez elle est si sacré que même les étrangers considèrent leurs trésors plus en sécurité ici que chez eux ; et cela ne concerne pas seulement les sujets des princes absolutistes, chez qui le crédit public n'est pas envisageable, mais aussi les habitants de ces Républiques où, jusqu'à présent, de tels établissements étaient considérés comme sûrs». Pour le whig John Toland, la création de la banque d'Angleterre indique l'émergence de l'Angleterre comme puissance économique de tout premier ordre. Selon lui, ceci ne fut possible que parce que les Anglais avaient radicalement modifié leur politique et leur attitude vis-à-vis de leur propre économie. La banque d'Angleterre fut la conséquence d'une révolution antérieure en économie politique, une transformation que Toland considérait comme centrale dans le programme des révolutionnaires de 1688-1689<sup>3</sup>.

Ce point de vue, qui suggère qu'une telle institution ne fut possible et désirable qu'après que les événements de 1688-1689 eurent altéré les structures politiques du pays, soulève nombre de questions quant aux relations entre l'économie politique et la Révolution. Y a-t-il eu en 1688-1689 une révolution en économie politique ? Si oui, quels étaient les contours des débats avant l'accession au trône de Guillaume et Marie ? Quels furent les fondements idéologiques, et non étroitement politiques, de la création de la banque d'Angleterre ? Quelles furent les relations entre la politique partisane et la Révolution financière ?

3. John TOLAND, *The Oceana of James Harrington and his Other Works*, Londres, 1700, p. III ; à comparer avec John G. A. POCKOCK, *Vertu, commerce et histoire* (1985), Paris, PUF, 1998, p. 290.



À la suite de John Pocock, dont l'interprétation en la matière a exercé une grande influence sur l'historiographie, beaucoup considèrent que la plupart des Anglais ne possédaient pas les outils conceptuels nécessaires pour débattre d'économie. Selon lui, l'établissement d'un ordre commercial n'était pas un problème crucial sur le plan idéologique, à l'époque de la Glorieuse Révolution. En effet, les conséquences réellement révolutionnaires de 1688-1689 (la réorganisation des structures politiques, financières et militaires permettant une implication efficace de l'Angleterre dans les affaires européennes et impériales) n'avaient pas été « envisagées ou désirées par ceux qui avaient invité » Guillaume en Angleterre. La Révolution financière fut plus imposée de l'extérieur qu'issue des débats idéologiques intérieurs. Elle fut une conséquence au mieux involontaire, au pire non désirée, des événements de 1688-1689. C'est en ce sens que Guillaume peut être considéré comme « un acteur révolutionnaire dans l'histoire de la monarchie britannique ». De fait, les Anglais développèrent des arguments éprouvés pour dénoncer cette importation forcée : ils puisèrent dans les idéaux classiques et renaissants soulignant l'importance de la vertu, et la nature corruptrice du luxe. Selon cette interprétation, donc, les nouvelles institutions capitalistes des années 1690 rencontrèrent une hostilité quasi unanime des Anglais. Qu'ils soient favorables ou opposés à la Révolution financière, tous les publicistes augustéens acceptaient l'interdépendance de la terre, du commerce et du crédit, nous dit Pocock ; whigs ou tories, tous partageaient non seulement la même interprétation des faits économiques, mais aussi le même système de valeurs, où la seule fondation matérielle de la vertu civique et de la morale réside dans l'indépendance et la propriété foncière. Tous partageaient également les mêmes croyances économiques, plus tard identifiées sous le terme de « mercantilisme ». En d'autres termes, ils croyaient tous au caractère fini de la richesse, fondée uniquement sur la propriété terrienne, le commerce n'étant qu'un échange des produits de la terre. Dans un tel monde, le pouvoir politique ne peut bien sûr être issu que de la propriété foncière<sup>4</sup>.

Les rares historiens qui se sont aventurés sur le terrain de la pensée économique des années 1690 s'accordent à dire qu'il existait alors un consensus contre la création d'institutions financières modernes. P. G. Dickson, dans son analyse des transformations institutionnelles des années 1690, considère que « dans l'ensemble, les réactions du grand public à la Révolution financière furent aussi hostiles que celles qui devaient accompagner plus tard la Révolution industrielle ». De manière similaire, John Brewer affirme qu'une révolution en matière de politique économique n'était nulle part au programme des révolutionnaires de 1688-1689. Selon lui, presque personne n'aurait envisagé l'impact en retour des guerres sur les institutions du pays. Aucune considération idéologique ne

4. J. POCOCC, *Vertu...*, *op. cit.*, p. 139-142, et p. 287 ; ID., *Le moment machiavellien* (1975), Paris, PUF, 1997, p. 429-430 ; ID., « Early modern capitalism : the Augustan Perception », in Eugene KAMENKE, R. S. NEALE (ed.), *Feudalism, Capitalism & Beyond*, Londres, E. Arnold, 1975, p. 68-71.

poussait à créer la banque d'Angleterre, et aucune explication idéologique ne peut rendre compte de la Révolution financière. Dans ces conditions, il n'y avait pas de raison que les révolutionnaires de 1688-1689 aient envisagé une réorientation radicale de l'économie politique du pays<sup>5</sup>.

De leur côté, Douglass North et Barry Weingast ont développé une interprétation bien différente des liens entre économie politique et Glorieuse Révolution. Alors que nombre d'historiens ont décrit l'affirmation d'un consensus anticapitaliste, ils considèrent au contraire que la Révolution de 1688-1689 a créé un nouveau consensus en faveur du capitalisme, et contre l'intervention économique de l'État. En 1688 et 1689, une coalition d'individus variés, mais agissant rationnellement en vue de leurs propres intérêts, aurait réussi à la fois à résoudre les problèmes financiers de l'Angleterre et à imposer « des limites appropriées au pouvoir de la couronne ». La Révolution aurait abouti à la création d'un consensus entre whigs et tories, qui se serait traduit « par de nombreux changements institutionnels ». La Révolution n'aurait été qu'un « pacte des élites », destiné à assurer la suprématie du Parlement, à conforter son rôle central en matière financière et à contraindre fortement la prérogative royale. Autant de changements qui devaient s'avérer durables, la Révolution ayant rendu les monarques plus prudents.

Ainsi, là où Pocock considère que la Révolution a permis l'affirmation de nouvelles institutions capitalistes, contre lesquelles les théoriciens anglais auraient vivement réagi, North et Weingast décrivent au contraire la mise en place de nouvelles institutions politiques garantissant les droits de propriété et le fonctionnement des mécanismes de marché, et rendant plus prédictible l'action du gouvernement. Ce faisant, la Glorieuse Révolution aurait facilité l'avènement de la Révolution industrielle en Angleterre, tandis que la France empruntait « le chemin de la banqueroute ». North et Weingast ne font en somme que donner une base économique à l'interprétation whig de l'histoire, me semble-t-il<sup>6</sup>.

À l'encontre de ces deux interprétations des rapports entre les événements de 1688 et l'économie politique dominante – la Révolution comme cause de

5. P. G. M. DICKSON, *The Financial Revolution in England*, Londres, Macmillan, 1967, p. 17; John BREWER, *The Sinews of Power*, Londres, Routledge, 1989, p. 138, 153, 157. À consulter également: Quentin SKINNER, *Liberty before Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 96 (trad. fr., Seuil, 2000); David ARMITAGE, *The Ideological Origins of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 156 et 168.

6. Douglass C. NORTH, Barry R. WEINGAST, « Constitutions and commitment: the evolution of institutions governing public choice in seventeenth-century England », *Journal of Economic History*, 49-4, décembre 1989, p. 815-816, 819, 831; B. WEINGAST, « The political foundations of democracy and the rule of law », *American Political Science Review*, 91-2, juin 1997, p. 252-253; B. WEINGAST, « The political foundations of limited government: Parliament and sovereign debt in 17th- and 18th-century England », in John N. DROBAK, John V. C. NYE (ed.), *The Frontiers of New Institutional Economics*, New York, Academic Press, 1997, p. 23. Ce récit coïncide bien avec C. B. MACPHERSON, *The Political Theory of Possessive Individualism*, Oxford, Oxford University Press, 1962, p. 1, 3, 258, 270 (trad. fr. Paris, Gallimard, 1971, rééd. « Folio », 2004).

la formation d'un consensus intellectuel anticapitaliste dans le premier cas, la Révolution comme conséquence d'un consensus politique en faveur de l'accumulation débridée, dans le second –, je soutiens quant à moi qu'il y eut bel et bien en 1688-1689 une révolution dans le champ de l'économie politique. Mais j'insiste : ce fut le résultat d'une situation très conflictuelle : la transformation radicale des années 1690 est le produit d'un débat général, hautement politisé, entre deux programmes économiques modernes rivaux. On ne peut pas parler de consensus, pour ou contre le capitalisme. Si tous reconnaissaient le caractère commercial de la société anglaise, ils s'affrontaient néanmoins féroce-ment sur la direction à prendre : fallait-il agrandir l'empire ou développer les manufactures en Angleterre ? Ce débat, de plus en plus associé à l'opposition entre les partis tory et whig à partir de la fin des années 1670 et dans les années 1680, a commencé bien avant la Révolution, et a continué bien après elle. La création de la banque d'Angleterre et les institutions de la révolution financière ne furent pas imposées par des étrangers, pas plus qu'elles ne résultèrent d'un quelconque pacte au sein de l'élite politique. En réalité, la banque d'Angleterre fut une création whig combattue par les tories. Pocock et ses disciples historiens sont passés à côté de la richesse théorique et des subtilités de cet affrontement, car ils ont choisi de se focaliser sur « la littérature de fiction » et sur « le terrain de l'histoire intellectuelle », plutôt que sur les pratiques et programmes réels des marchands et des hommes politiques<sup>7</sup>. De leur côté, les économiste et politiste North et Weingast n'ont pas saisi les divisions idéologiques profondes qui rendaient tout consensus politique impossible dans les années 1690, car ils ont choisi d'analyser certains comportements économiques mesurables plutôt que la masse d'écrits éphémères d'économie politique, ou l'activité des partis politiques de l'époque. En attirant l'attention sur les débats économiques et politiques de part et d'autre de la Glorieuse Révolution, je souhaite montrer en quoi les questions d'économie politique ont été à la fois causes et conséquences de la Révolution. En fait de consensus idéologique et politique, il y eut surtout une violente opposition entre la vision tory de l'économie, fondée sur la terre, et celle des whigs, centrée sur le travail. Par ailleurs, de la même façon que whigs et tories désiraient lutter militairement contre la France, ils étaient on ne peut plus favorables à l'intervention de l'État, pourvu qu'il endosse leur programme économique.

### L'ÉMERGENCE D'UNE ÉCONOMIE POLITIQUE WHIG

Depuis les années 1650 au moins, les radicaux anglais ont entrevu les possibilités offertes par une société commerciale. Marchamont Nedham, Slingsby Bethel, Henry Robinson, et Benjamin Worsley étaient tous profondément impliqués dans l'élaboration et la mise en place des politiques radicales du Commonwealth,

7. On peut comparer J. POCKOCK, « Early modern capitalism... », *op. cit.*, p. 72 et D. ARMITAGE, *Ideological Origins...*, *op. cit.*, p. 3.

tout en critiquant de bien des façons le Protectorat. Tous s'accordaient sur deux propositions. Tout d'abord, ils considéraient que la richesse était fondamentalement une création humaine, et non un don de la nature. Ils voulaient ensuite établir une banque nationale, persuadés qu'elle jouerait un rôle crucial en faveur de la prospérité nationale et de la sécurité du royaume<sup>8</sup>. Le legs de ces radicaux en matière économique était plus intellectuel qu'institutionnel. Si la banque qu'ils appelaient de leurs vœux ne vit pas le jour dans les années 1650, leurs idées économiques ont été très influentes après la Restauration. Rejoints au fil du temps par divers pamphlétaires plus jeunes, des hommes politiques, des marchands, nombre de ces auteurs continuèrent à diffuser leurs idées et leurs propositions tout au long des années 1660, 1670 et 1680.

Carew Reynell a publié en 1685 l'une des meilleures argumentations en faveur de l'économie politique commerciale. Bien qu'il se garde d'afficher ses préférences politiques, ses positions ont indéniablement une tonalité whig, l'absolutisme n'ayant vraiment pas ses faveurs :

« Si Sa Majesté souhaite faire progresser son empire, qu'elle commence d'abord par accorder plus de privilèges au commerce, et garantir la sécurité des biens et des personnes, à rebours de l'arbitraire et de la tutelle exercés par les autres princes ; elle ne pourra alors que s'attirer l'adhésion, les talents et les richesses des nations voisines ».

Les croyances politiques de Reynell découlaient de ses convictions économiques, et la pierre angulaire de sa pensée économique était que « l'Angleterre est à proprement parler une nation commerçante »<sup>9</sup>.

Comme presque tous ses contemporains, Reynell était convaincu que « le commerce et le nombre de ses habitants constituent la force d'une nation ». Le travail et les manufactures importent donc plus que la terre ou les matières premières :

« C'est la fabrication d'un bien marchand qui donne de l'emploi aux gens et produit un grand profit. La matière première peut bien provenir de l'étranger, comme par exemple la soie, sa transformation occupe une profusion de gens, et avec elle entraîne d'autres choses par exportation [...]. Les manufactures doivent faire le travail qui non seulement augmentera la population, mais aussi le commerce et l'améliorera. Elles nous font faire des économies en diminuant nos importations, et rapportent de l'argent grâce aux exportations ».

Les manufactures déclenchent ainsi un processus continu d'accroissement des richesses ; le commerce n'est plus un jeu à somme nulle :

« Là où les manufactures occupent beaucoup de gens, ils consomment et absorbent des biens de tout le pays, et les articles de tous les détaillants, avec toutes sortes de victuailles, de vêtements, et autres nécessités, et ils occupent une profusion d'artisans, travaillant le bois et le métal pour fabriquer les outils et instruments de leurs métiers, et ainsi ils maintiennent et accroissent le nombre des agriculteurs, revendeurs et ouvriers de toutes sortes, et en retour, de nouvelles manufactures se créent, et ainsi ils se nourrissent l'un l'autre, *ad infinitum* ».

8. S. PINCUS, « Neither Machiavellian moment nor possessive individualism : commercial society and the defenders of the English Commonwealth », *American Historical Review*, 103-3, juin 1998, p. 720-721.

9. Carew REYNELL, *A Necessary Companion or, The English Interest Discovered and Promoted*, Londres, William Budden, 1685, sig. A7r, 17-18, 71-72. John Locke était impressionné par le travail de Reynell : cf. Bodleian Library (Oxford), MSS Locke c. 30, ff. 18-19.

Reynell conclut : « Bien que nous soyons déjà une nation riche, nous pourrions facilement l'être dix fois plus encore »<sup>10</sup>.

Si Reynell était certain que l'Angleterre pouvait tout à fait voir sa richesse augmenter très fortement, et avec elle sa puissance, il ne croyait pas que cela puisse se faire naturellement. Il fallait « sortir le commerce de son état de confusion », et « faire mieux connaître les mystères de l'échange ». Il espérait ainsi générer un « esprit public » capable de « soutenir l'action d'hommes braves et industriels, et de faire apprécier le commerce autant que le luxe ou les plaisirs ». La nécessité d'un État soutenant le commerce était encore plus importante. Il fallait non seulement éliminer les lois et règlements nuisibles à l'activité économique, mais également créer des services d'État pour aider le commerce. La liberté des échanges, les naturalisations, l'accroissement de la population, la tolérance religieuse, la fin des arrestations arbitraires, la garantie de la propriété, des droits de douane faibles, des avantages pour les marchands, des crédits avantageux, des endroits pour secourir les malheureux, et des emplois pour tous ceux qui le souhaitaient : tels étaient pour Reynell les moyens à employer pour encourager l'activité économique. Pourtant, tout ami des manufactures et des banques qu'il fût, Reynell ne peut être rangé sous la bannière de l'individualisme possessif ou d'un proto-utilitarisme. Il désirait un État au service de l'amélioration des conditions de vie de la population, et il distinguait soigneusement parmi les activités économiques celles qui favorisaient le bien public de celles qui lui nuisaient. L'East India Company, en particulier, était pour lui spécialement dangereuse, car elle « n'exporte rien si ce n'est de l'argent, et ne rapporte rien si ce n'est des épices »<sup>11</sup>. Pour Reynell, le commerce n'est intéressant que s'il permet de rapporter en Angleterre des matières premières transformables en produits manufacturés. L'East India Company, qui ne rapportait que des produits à réexporter, pouvait bien être utile à ses actionnaires, elle ne l'était pas pour la nation.

Pour particulièrement éloquent qu'il fût, Reynell était loin d'être seul dans son combat. Beaucoup pensaient comme lui que c'était le travail, et non la nature, qui permettait la création de richesses, et que les manufactures plutôt que la terre, étaient la clé de la prospérité et du pouvoir<sup>12</sup>. Le violemment francophobe William Carter faisait observer que « lorsqu'une nation ne possède ni or ni argent, elle ne peut s'enrichir que d'une seule façon, grâce à ses manufactures » :

10. C. REYNELL, *A Necessary Companion...*, *op. cit.*, 1685, sigs. A5v-A7r, (a1)v-(a2)r, 5, 17-18, 48.  
11. *Ibid.*, p. 13-14.

12. Je suis en désaccord avec les historiens et les économistes qui suggèrent que la notion de croissance économique était utilisée au XVII<sup>e</sup> siècle : Donald C. COLEMAN, « Labour in the English economy of the seventeenth century », *Economic History Review*, n. s., 8-3, 1956, p. 280-295 (ici 287-288) ; Anthony BREWER, « The concept of growth in eighteenth century economics », *History of Political Economy*, 27-4, 1995, p. 609-638 (cf. p. 609-610 *et passim*). Je suis également en désaccord avec tous ceux qui postulent un consensus mercantiliste : Kenneth MORGAN, « Mercantilism and the British empire », in Donald WINCH, Patrick K. O'BRIEN (ed.), *The Political Economy of British Historical Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 165, 168. Une position exceptionnelle : Richard C. WILES, « The theory of wages in later English mercantilism », *Economic History Review*, n. s., 21-1, avril 1968, p. 113-126.

«Puisque seules nos manufactures fournissent les richesses de ce royaume, puisque nos manufactures font travailler nos navires et nourrissent nos marins, et puisque seul notre commerce, et les richesses que notre commerce rapporte, alimentent les douanes de sa Majesté, et ont permis de bâtir et d'entretenir notre flotte, et de conserver notre maîtrise des mers, alors c'est et ce doit être de nos seules manufactures que nos espèces proviennent, de même que les rentes de notre noblesse et de nos propriétaires terriens. Dès lors, on m'accordera qu'il n'y a rien de plus important pour notre nation».

John Locke, un partisan et actionnaire de la première heure de la banque d'Angleterre, partageait également ces opinions. À ses yeux, la valeur des biens que nous utilisons provient à 99% du travail. Dès lors, pas de doute pour lui : les États doivent préférer «l'honnête industrie des hommes» et le nombre des habitants à l'étendue des *dominions*<sup>13</sup>.

Dans les années 1670-1680, l'idée d'une banque publique avait aussi de nombreux partisans. On en débattait ardemment dans les cafés. Pour des auteurs comme Andrew Yarranton ou Mark Lewis, une banque nationale anglaise serait un outil essentiel au service du commerce, des manufactures, et de la croissance en général. Dans ses *Règles pour l'essor du commerce*, Sir John Lowther en esquissait le projet ; et l'économiste Adam Anderson rappelle qu'en 1683, un médecin, le Dr Hugh Chamberlain, et un certain Robert Murray, tous les deux grands faiseurs de projets, firent pas mal de bruit autour de leur plan pour établir une banque qui escompterait les effets de commerce et prêterait de l'argent aux pauvres industriels, à un taux de 6%<sup>14</sup>.

À l'époque de l'avènement de Jacques II, la plupart des whigs considéraient donc le travail, et non la terre, comme la principale source de richesse et de pouvoir. Selon eux, la création de richesse, potentiellement infinie, n'était limitée que par l'industrie des peuples, et non par l'étendue des possessions du royaume. Et puisque le meilleur moyen d'encourager les manufactures était de garantir l'accès des secteurs les plus productifs de l'économie aux capitaux, beaucoup d'entre eux soutenaient l'idée d'une banque nationale publique, avancée par les radicaux des années 1650. Ces marchands, hommes politiques et intellectuels de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, pour avocats enthousiastes d'une société commerciale qu'ils aient été, ne se rangeaient pas pour autant parmi les partisans de l'individualisme possessif, comme a pu le soutenir C. B. Macpherson, ils songeaient plutôt au bien public. Ils croyaient à la fois

13. [William CARTER], *The Reply of W. C.*, 1685, p. 49; John LOCKE, «Second Treatise of Government», in David WOOTTON (ed.), *Political Writings of John Locke*, New York, Mentor, 1993, p. 281-282; John Locke à Edward Clarke, 30 juin 1694 et Locke à Clarke, 6 août 1694, in Benjamin RAND (ed.), *The Correspondence of John Locke and Edward Clarke*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1927, p. 395, 397.

14. Andrew YARRANTON, *England's Improvement by Sea and Land*, Londres, R. Everingham, 1677, p. 20, 23; Mark LEWIS, *Proposals to the King and Parliament*, Londres, Henry Million, 1678, sig. A2r; Sir John LOWTHER, «Notes on Trade», ca. 1680, Cumbria Record Office, D/Lons/W1/63, 1-2; Adam ANDERSON, *An Historical and Chronological Deduction of the Origins of Commerce*, Londres, J. Payne, 1801, t. 2, p. 564. Voir aussi *The Mischief of Cabals*, Londres, Randal Taylor, 1685, p. 35-36.

au capitalisme et à la nécessité de l'intervention étatique pour promouvoir une croissance économique utile à la communauté nationale.

## JACQUES II ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE TORY

À rebours de tout cela, Jacques II souscrivait à l'économie politique tory. De la même façon qu'il désavouait les velléités guerrières de Sir John Lowther contre la France, il récusait ses conceptions économiques. Et c'est bien Josiah Child qu'il choisit comme conseiller économique, et non John Locke ou Carew Reynell. Pour Jacques II, la propriété ne se concevait que terrienne et finie, plutôt que mobilière et infinie. Ainsi, au lieu de créer une banque nationale, il choisit de soutenir les privilèges exclusifs de l'East India Company et de la Royal African Company.

À la fin du règne de Charles II, lorsque les questions économiques devinrent de plus en plus politisées, avec l'émergence des parties tory et whig, le tory Sir Josiah Child, de loin l'un des marchands les plus importants du royaume, prit le contrôle de l'East India Company, remplaçant les administrateurs whigs par une collection hétéroclite de courtisans catholiques et tories (dont son gendre Lord Worcester et son père le duc de Beaufort). Aux côtés de Child, on trouve également Sir Benjamin Bathurst, un tory fanatique, Sir Joseph Herne et Sir John Moore, tenu pour l'un des principaux responsables des coups de force contre la ville de Londres<sup>15</sup>.

Que Josiah Child et l'East India Company aient ensuite eu les faveurs de Jacques II n'est donc pas surprenant. Bruce Carruthers a récemment montré que l'East India Company « devint étroitement liée à la monarchie de Jacques II », confirmant ainsi le jugement de Gary De Krey, pour qui « Child et le directoire de l'East India Company... épousèrent la politique tory de soutien à la couronne ». Jacques II lui-même investit 10 000 livres dans la compagnie. Cette association eut bien sûr des répercussions idéologiques. Selon ses ennemis, Child et ses amis

15. Voir parmi les multiples dénonciations : *Some Remarks upon the Present State of the East-India Company's Affairs*, Londres, 1690, p. 3 et 6 ; Nathaniel Cholmley (Whitby) à Cholmely Stephens, 30 décembre 1684, North Yorkshire Record Office, ZCG ; Cholmley à John Healthfield, [janvier 1686], North Yorkshire Record Office, ZCG ; John Williams à Arthur Charlett, 20 mars 1683, in Robert BEDDARD (éd.), « A Whig View of Tory Oxford in 1683 : Lord Herbert of Cherbury's Criticism of the University », in *The Bodleian Library Record*, 15-3, octobre 1995, p. 179 ; Sir William Coventry au Viscount Weymouth, [1685], Longleat House, Thynne 16, f. 442v. Il est possible que le « grand dégoût » éprouvé par Jean Chardin concernant la compagnie et sa décision de vendre les trois-quarts des actions qu'il y possédait soit lié à cette purge : Bonrepas (Londres) to Seignelay, 8/18 Mars 1686, National Archives, Kew gardens (désormais NA), PRO 31/3/165, f. 59r ; Nathaniel Cholmley (Whitby) à Mr. Mohun, 30 décembre 1684, North Yorkshire Record Office, ZCG ; Reasons Humbly Offered Against Grafting and Splicing and for Dissolving this Present East-India Company, [Londres, 3 janvier 1690], p. 6 ; EIC to Agent and Council in Bengal, 9 juin 1686, India Office Library, British Library, Londres, (désormais IOL), E/3/91, f. 73v ; EIC to General and Council at Bombay, 3 août 1687, IOL, E/3/91, f. 163r ; Dr John St. John, His Information Regarding India, 1685-1688, Centre for Kentish Studies, Maidstone (désormais CKS), U269/O82 ; Roger Morrice, Entering Book, 23 mars 1689, Doctor Williams Library (désormais DWL), 31Q, 509. William LETWIN, *Sir Josiah Child: Merchant Economist*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959, p. 22.



étaient « chéris, favorisés et influencés par un pouvoir tyrannique et arbitraire ». La compagnie soutint non seulement la volonté de Jacques II de lever l'impôt sans le consentement du Parlement, mais elle s'est elle-même arrogé « un pouvoir despotique et sans limite... sur les biens et les libertés des Anglais ». Étant donné la force de ces liens, il n'est pas étonnant que l'East India Company ait continué de financer largement Jacques II et sa cour bien après la Révolution<sup>16</sup>.

Avec l'aide du roi et de ses courtisans, l'East India Company tomba entièrement sous le contrôle de Josiah Child, qui apporta un soutien financier constant à Jacques II. Réciproquement, le roi semble avoir épousé les vues et les aspirations de Child en matière de politique économique<sup>17</sup>. Contrairement à Sir John Lowther ou à Carew Reynell, Child était convaincu que « les marchands, aussi sages et bons soient-ils, ne sont pas toujours les meilleurs juges concernant l'économie et l'intérêt du royaume, tout occupés qu'ils sont à faire fructifier leurs propres affaires »<sup>18</sup>. Aussi les rois ne doivent-ils pas suivre les avis de simples marchands, mais plutôt les conseils de ceux qui, comme Child lui-même, ont atteint le statut de gentilshommes. Pour lui, seuls les propriétaires fonciers étaient à même d'avoir un jugement politique solide.

Child était persuadé que la richesse était naturelle, et non créée par l'homme ; par conséquent, elle ne pouvait exister qu'en quantité finie. La possession de la terre était donc à l'origine de tout pouvoir politique. Pour Child – selon les propos rapportés presque mot pour mot par le Lord Chief Justice George Jefferies –, si à ses débuts l'humanité se contentait de ce qui lui fournissait spontanément la nature, la situation changea « lorsque les humains

16. Voir Bruce G. CARRUTHERS, *The City of Capital*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 146 ; Gary DE KREY, *A Fractured Society*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 24 ; Henry HORWITZ, « The East India trade, the politicians, and the constitution: 1689-1702 », *Journal of British Studies*, 17-2, printemps 1978, p. 1 ; Sir William W. HUNTER, *A History of British India*, Londres, Longmans, Green & Co, 1900, vol. 2, p. 247 ; K. N. CHAUDHURI, *The Trading World of Asia and the English East India Company 1660-1760*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 116, 429 ; W. LETWIN, *Josiah Child...*, *op. cit.*, p. 23 ; W. J. ASHLEY, « The tory origin of free trade policy », *Quarterly Journal of Economics*, 11-4, juillet 1897, p. 353 ; James MILL, *The History of British India (1817)*, New Delhi, Associated Publishing House, 1972, vol. 2, p. 82 ; Roger MORRICE, *Entering Book*, 1<sup>er</sup> juin 1689, DWL, 31Q, p. 560-561 ; K. G. DAVIES, *The Royal African Company*, Londres, Longmans, Green and Co., 1957, p. 103 ; Bonrepas (Londres) à Seignelay, 14/24 janvier 1686, NA, PRO 31/3/163, f. 67r ; Nathaniel Cholmley (Whitby) à Richard Eliot, 30 décembre 1684, North Yorkshire RO, ZCG ; Cholmley to John Heatfield, 1er janvier 1685, North Yorkshire Record Office, ZCG ; Some Remarks, 1690, p. 3-4 ; Reasons Humbly Offered, 3 janvier 1690, p. 4-6 ; Christopher Phillipson (Londres) à Sir Daniel Fleming, 14 février 1685, Cumbria Record Office Kendal, WD/Ry 2852 ; Brook Bridges, Notabilia, 7-8 avril 1685, Beinecke Rare Book and Manuscript Library, Yale University (désormais Beinecke), Osborn p. 233 ; London Newsletter, 30 mai 1689, Folger Shakespeare Library, Washington DC (désormais FSL), Lc2022.

17. Shafaat Ahmad KHAN, *The East India Trade in the XVIIth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1923, p. 193.

18. Sir Josiah CHILD, *A Discourse Concerning Trade and that in Particular of the East Indies*, publié avec un Supplement, Londres, Andrew Sowle, 1689, 25 juin 1689, p. 1. Les débats économiques étaient très mouvants à la fin de la période Stuart. Par conséquent, après la Révolution, les ennemis de Child publièrent ses écrits de jeunesse pour le discréditer, de la même façon que Child et les défenseurs de l'East India Company semblent avoir été derrière la republication des premiers écrits de Thomas Papillon.



se mirent à croître et à se multiplier; les premiers à s'instituer propriétaires, de fait et de droit, exclurent les générations suivantes de toute possibilité de vivre par eux-mêmes. Elles devinrent dépendantes économiquement de ces propriétaires, ce qui incita ces derniers à réclamer le droit de les dominer». Puisque la domination se basait sur la possession de terre, Child considérait le commerce comme un simple échange des produits de cette même terre : « Ce qui fonde le commerce en Angleterre, et qui constitue son principal avantage, tient dans la richesse produite par la terre ». Alors que Reynell voyait dans les manufactures un moyen de parvenir à une croissance économique illimitée, Child considérait l'économie comme un ensemble clos, entièrement dérivé de la production agricole. L'agriculture et la pêche constituaient les piliers du commerce, où les marchands « achètent pour revendre, ou échangent les articles d'une nation contre ceux d'une autre, sans autre but que leur propre bénéfice privé, ou profit ». Le travail des hommes ne créant aucune richesse, le commerce international ne pouvait être qu'un jeu à somme nulle : « Tout ce qui affaiblit » l'Italie, la France ou la Hollande « enrichit et renforce l'Angleterre »<sup>19</sup>.

Que la richesse ne se conçoive qu'en termes de terres, et que par conséquent le commerce ne se résume qu'à une compétition internationale féroce en vue de s'approprier des ressources limitées, a amené Child à reprendre les critiques de la société capitaliste, commerciale et urbaine longtemps associées à la fois à la culture républicaine classique et aux idéaux politiques tories : « Le luxe et le gaspillage sont nuisibles, autant pour un royaume que pour une famille ». Puisque la terre, et non les échanges ou les manufactures, était la réelle source de la richesse et de la puissance de l'Angleterre, Child encourageait la gentry à quitter Londres « et son climat délétère » pour retourner « dans leurs campagnes, pour y travailler la terre ». L'East India Company de Child voulait d'ailleurs limiter l'emploi manufacturier, car ceux qui s'y adonnaient étaient « prédisposés au désordre ». Enfin, dans le but de « promouvoir le crédit, et de protéger les justes privilèges issus de la propriété terrienne », Child pensait que le gouvernement devait remplacer les impôts fonciers par une taxe sur la consommation, « épargnant ainsi les rares qui possèdent la terre, et taxant ceux qui, bien plus nombreux, tirent leurs revenus du produit des terres »<sup>20</sup>.

Les conceptions économiques de Child, partagées par Jacques II et son entourage, avaient des implications importantes pour l'orientation de l'East India Company en particulier et la politique étrangère et impériale de l'An-

19. J. CHILD, *A Discourse of the Nature, Use and Advantages of Trade*, Londres, Randal Taylor, 1694, p. 2, 7-8, 10-11 ; *The Argument of the Lord Chief Justice of the Court of King's Bench Concerning the Great Case of Monopolies*, Londres, Randal Taylor, 1689, p. 7 ; J. CHILD, *A Discourse...*, *op. cit.*, 25 juin 1689, p. 3. En 1669, Child affirma au comité de la Chambre des Lords concernant le commerce que « tout commerce est une sorte de guerre » : cité par W. LETWIN, *Josiah Child, op. cit.*, p. 28. À comparer à Thomas Leng, « Commercial conflict and regulation in the discourse of trade in seventeenth-century England », *Historical Journal*, 48-4, 2005, p. 954 ; D. ARMITAGE, *Ideological Origins...*, *op. cit.*, p. 166.

20. J. CHILD, *A New Discourse of Trade*, Londres, Sam. Crouch et alii, 1694, sig. [A4v] ; J. CHILD, *A Discourse...*, *op. cit.*, 1694, p. 17, 27-28 ; EIC Memorandum, 1670, NA, PRO 30/24/44/75, f. 52r.

gleterre en général. L'idée que les ressources étaient limitées et la compétition internationale nécessairement impitoyable conduisait Child et tous ceux qui pensaient comme lui à soutenir que le commerce extérieur ne pouvait être que monopolistique : la concurrence entre les marchands anglais serait un désastre pour le royaume<sup>21</sup>.

Il n'est pas surprenant que Jacques II ait été un partisan des théories économiques de Josiah Child. En tant que directeur et principal actionnaire de la Royal African Company, Jacques II a lui-même fourni un modèle pour l'East India Company. La Royal African Company, fondée en 1672 avec le soutien actif du futur Jacques II, alors duc d'York, fut dès le départ étroitement liée à la couronne, et développa très rapidement un profil partisan. Certains critiques de la monarchie et futurs whigs, comme John Locke et le comte de Shaftesbury, vendirent leurs actions de la compagnie à la fin des années 1670. À partir des années 1680, cette dernière devint une compagnie presque entièrement tory<sup>22</sup>.

La Royal African Company, tellement liée à Jacques II, partageait avec l'East India Company la même vision de l'économie, et la conviction, invariablement répétée, que « le développement et la richesse de tout État se fait aux dépens de l'étranger ». Dans ce jeu à somme nulle qu'était le commerce international, le monopole était indispensable. Selon la compagnie, avant 1662, dans la période qui avait précédé la création de la première compagnie africaine, les marchands anglais, n'étant pas protégés par une compagnie à charte, avaient perdu des milliers de livres. Ceci parce que le commerce en Afrique, à l'instar du commerce en Inde, ne pouvait pas être une simple affaire commerciale. Un des porte-parole de la compagnie l'affirme sans ambages :

« L'expérience a prouvé que ce genre de commerce ne peut être conduit qu'à l'abri de places fortifiées, et d'une flotte militaire capable de protéger les navires de commerce, car les autochtones, naturellement perfides, barbares et païens de surcroît, ne respectent les traités que par crainte de la force, surtout lorsque les Hollandais, les Danois et les Français, qui commercent également avec eux, les montent contre nous, lorsqu'ils ne nous combattent pas eux-mêmes pour nous évincer de ces endroits »<sup>23</sup>.

21. Child explique ainsi que sans le monopole de la Compagnie, les Anglais s'entredéchireraient en Inde, tels Guelfes et Gibelins : Child à Middleton, 1<sup>er</sup> septembre 1683, British Library (désormais BL), Add. 41822, f. 25r ; CHILD, *Supplement, op. cit.*, 1689, 2 ; President and Council of Surat to EIC, 21 avril 1685, IOL, E/3/45/5365.

22. Jacques détenait 3000 £ dans le capital de la compagnie, qu'il ne transféra à Sir James Garahame de Rochester qu'à la veille de son départ vers la France : « An Answer of the Royal African Company », 1690, NA, T 70/169, f. 76 ; William A. PETTIGREW, « Free to enslave: politics and the escalation of Britain's transatlantic slave trade, 1688-1714 », *William and Mary Quarterly*, 64-1, janvier 2007, p. 3-38 (ici p. 8) ; K.G. DAVIES, *Royal African Company, op. cit.*, p. 60, 65, 103-104, 156 ; R. MORRICE, *Entering Book*, 6 août 1687, DWL 31 Q, 164. Quand Jacques II eut la possibilité de remplacer les conseillers municipaux de la ville de Londres après que la charte de cette dernière ait été annulée, presque la moitié des personnes nommées par le roi étaient des actionnaires de la Royal African Company.

23. *Certain Considerations Relating to the Royal African Company of England*, 1680, p. 1, 6-8 ; « Reasons of the African Company », août 1683, NA, CO 268/1, f. 59r : la ligne de la compagnie y était exposée. Après la Révolution, le nouveau dirigeant tory de la Chambre des communes, Sir Robert Harley présenta une pétition de la Royal African Company en utilisant un langage très proche : *Petition of the Royal African Company*, 24 janvier 1694, NA, T 70/169, f. 106v.

Dans le monde intraitable du commerce international, l'Angleterre ne pouvait concourir que si l'on dotait ses compagnies à charte de pouvoirs souverains, afin de faire respecter leurs monopoles et de protéger leurs privilèges exclusifs par tous les moyens nécessaires.

Avant 1685, la loi ne soutenait pas réellement les compagnies à charte contre les intrus. C'est en effet en janvier 1685 que le King's Bench a statué en leur faveur, lors du procès qui opposa l'East India Company à Thomas Sandy. La compagnie reprochait à ce dernier de commercer sans autorisation : *de facto*, elle faisait siens les attendus idéologiques d'une économie politique fondée sur la richesse foncière. Dans cette affaire, Sir John Holt et Daniel Finch (le futur comte de Nottingham), ont justifié l'octroi de privilèges à des compagnies de commerce, malgré l'interdiction des monopoles, par trois arguments. Tout d'abord, puisque le but principal du gouvernement était « la sauvegarde du christianisme », il était du devoir du roi d'Angleterre de réguler le commerce avec les infidèles, comme par exemple les Indiens, et la pratique religieuse des marchands était plus facile à contrôler lorsque l'on avait affaire à des compagnies à charte. Ensuite, le roi devait « pouvoir restreindre le commerce extérieur, car celui-ci peut être dommageable et trompeur ». D'où la nécessité de créer des compagnies qui n'existent que par la volonté royale, et dans les limites fixées par elle. Enfin, selon Finch, le commerce international avec les Indes étant un jeu à somme nulle féroce et disputé, il était « absolument nécessaire de créer une compagnie pour le contrôler »<sup>24</sup>.

À cela, les défenseurs de Thomas Sandy, les whigs Sir Henry Pollexfen et Sir George Treby, opposaient une autre conception de l'économie, et l'idée que le prosélytisme religieux n'était pas le but premier d'un gouvernement. Selon Treby, « l'idée que les chrétiens ne doivent pas commercer avec les infidèles est une idée absurde, digne des moines les plus obtus, irréaliste et issue d'un esprit fanatique. Cela revient à dire *dominium fundatur in gratia* [« que la domination politique se fonde sur la Grâce »]. La mise en garde de Pollexfen était plus modérée : « La religion a trop souvent été utilisée pour masquer d'autres desseins. Il ne doit pas en être ainsi, et j'espère que cela ne se produira pas dans ce cas ». Deuxièmement, alors que les plaignants affirmaient qu'il n'était de richesse que foncière et que le commerce international ne pouvait être qu'un jeu à somme nulle, les avocats de la défense définirent la richesse bien différemment. Elle était selon eux le fruit du travail de l'homme, et chacun avait le droit d'essayer de vivre de son travail. « Rien n'est plus cher et plus précieux que la liberté de commercer et de travailler », déclarait Treby. Enfin, les défenseurs avaient une définition plus restrictive de la prérogative royale en matière de

24. Sir Benjamin Bathurst à Col. Hender Molesworth, 5 février 1685, BL, MSS Loan 57/83; Barillon (Londres) à Louis XIV, 2/12 février 1685, NA, PRO 31/3/160, f. 28r; Sir John Holt's arguments, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl. C130, ff. 34-35, 38; Daniel Finch's arguments, 19 avril 1684, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 84.

commerce : « le pouvoir du roi est légitime, pour autant qu'il ne nuit en rien à ses sujets ». Si le roi est autorisé à restreindre les activités commerciales, « cela revient à lui donner le pouvoir de percevoir des revenus sans le consentement du Parlement ». En d'autres termes, si le roi a le pouvoir de limiter les échanges commerciaux de sa propre initiative, il peut aussi bien abolir le Parlement<sup>25</sup>.

Après de longues délibérations, les juges du King's Bench donnèrent raison aux plaignants sur tous les points. Le roi étant le premier « Défenseur de la Foi », il était essentiel « qu'il protège notre religion ». Et c'était la terre qui importait dans cette affaire, et non les échanges ou les manufactures. La richesse et les moyens d'existence de la population en dépendaient. Le commerce étant clairement un luxe, et non une nécessité, la régulation du commerce extérieur faisait bien partie des prérogatives royales. La question impériale ne fut pas oubliée : « Sa Majesté et ses prédécesseurs ont toujours disposé comme ils l'entendaient des terres découvertes ou conquises par ses sujets, ou qui viendraient à être découvertes ou conquises à l'avenir »<sup>26</sup>.

En ce sens, il n'est pas étonnant de constater que les juges étaient unanimes à considérer que l'affaire East India Company contre Sandys était de la plus haute importance pour la prérogative royale. Le juge Jefferies déclara le cas « si important, aux conséquences si nombreuses qu'il n'y en eut probablement pas d'aussi grand (en aucun cas de plus grand) à Westminster Hall concernant aussi bien la prérogative du roi que la liberté et la propriété de ses sujets »<sup>27</sup>. Jefferies alla même jusqu'à suggérer que l'émergence des marchands indépendants ne respectant pas le monopole de l'East India Company et la montée des principes radicaux incitant à la rébellion coïncidaient exactement en Angleterre. Jefferies déclara également que « ces derniers temps », les avocats avaient pris l'habitude « de diminuer le pouvoir du roi, sinon les prérogatives du peuple », « tenant pour quantité négligeable les réflexions royales, comme s'il était un simple duc de Venise, entièrement dépendant de son Parlement ». Tout ceci, selon lui, devait finir. En définissant la richesse comme une création naturelle, se mesurant par la quantité de terres possédées, Jefferies était capable de montrer que les rois anglais possédaient le pouvoir de réguler toute activité économique. Alors que les avocats de la partie plaignante s'inquiétaient de la possibilité que cela puisse

25. Sir Henry Pollexfen's arguments, 21 avril 1684, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 128v; Sir George Treby's arguments, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, ff. 50v, 59v, 74v. Il précise : « the King cannot take away goods that a man has got by his trade, much less can he take away his whole trade; if the profit which a man gets by his trade be his own, the liberty whereby he acquires it is his own. Otherwise the whole property of traders were precarious. »

26. Justice Walcott's Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 220v; Justice Holloway's Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 223v; Chief Justice Jefferies's Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, in T. B. HOWELL (ed.), *A Complete Collection of State Trials*, Londres, T. C. Hansard, 1811, vol. 10, p. 523, 526, 534; Roger NORTH, *Lives*, éd. Augustus Jessopp, Londres, George Bell and Sons, 1890, vol. 1, p. 283; Justice Witkins's Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 229v.

27. Jefferies Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 238v. Voir également Witkins' Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Bodleian, MS Rawl C130, f. 227r.

aboutir à rendre le Parlement inutile, Jefferies se délectait de cette possibilité : « Dieu soit loué », s'exclamait-il, « il est dans les attributions du roi d'appeler et de dissoudre les parlements, quand et de la manière qui lui plaît ; et il est seul apte à juger si ces *ardua regni* nécessitent ou pas l'avis du Parlement »<sup>28</sup>.

Les juges du King's Bench ont donc affirmé sans équivoque le droit absolu du roi d'accorder des privilèges commerciaux. Autrement dit, ils affirmaient que les richesses existaient en quantité finie, que toute richesse était potentiellement celle du roi, et qu'il pouvait donc accorder à qui lui semblait bon un monopole en matière de commerce international. Ce jugement fut immédiatement mis à profit par l'East India Company et la Royal African Company, qui se mirent à attaquer tous les marchands indépendants qui leur faisaient concurrence. Il constitua également la base légale de l'ambitieux projet impérial de Jacques II, qui créa dans la foulée les *dominions* de Nouvelle-Angleterre, des Indes Occidentales et d'Inde<sup>29</sup>.

Cette décision judiciaire permit le développement d'un empire territorial en Inde. Les théories de Child exigeaient non seulement des privilèges commerciaux, mais aussi des terres pour l'East India Company : les Anglais devaient se donner les moyens fiscaux de financer leur implantation en Inde et de consolider leur présence « sous peine d'abandonner d'ici peu l'ensemble de ce commerce aux Hollandais ». Pour atteindre cet objectif, Jacques II accorda à la compagnie de vastes pouvoirs, la faisant passer du statut de simple association marchande à celui d'un « formidable gouvernement militaire en Inde ». La compagnie y envoya Josiah Child comme gouverneur, avec « un pouvoir entier et absolu » sur l'ensemble de la nation anglaise en Inde. Ses instructions étaient d'établir « un gouvernement anglais en Inde », doté de « lois contraignantes », et déterminé à « appliquer ces lois ». Personne ne devait pouvoir compromettre les intérêts anglais en Inde en contestant l'autorité du gouverneur<sup>30</sup>. La

28. Jefferies' Opinion, 31 janvier 1685, EIC v. Sandys, Howell, vol. 10, p. 522, 534, 550-551.

29. Richard R. JOHNSON, *Adjustment to Empire*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1981, p. 50-70 ; Stephen SAUNDERS WEBB, *Lord Churchill's Coup*, New York, Syracuse University Press, p. 61-62 ; Viola Florence BARNES, *The Dominion of New England*, New Haven, Yale University Press, 1923, spécialement p. 5-46 ; Sir Benjamin Bathurst à Col. Hender Molesworth, 5 février 1685, BL, Loan 57/83 ; Committee of Trade and Plantations, Minutes, 3 mars 1685, NA, CO 391/5, f. 52r ; London Newsletter, 30 mars 1685, Harry Ransom Center, University of Texas (désormais HRC), Pforzheimer/Box 10/Folder 6 ; John Freke à Locke, 28 juin 1687, E. S. De Beer, *Locke Correspondence* (ed.), Oxford, Clarendon Press, 1976-1989, vol. 3, p. 217-218 ; Philip S. HAFENDEN, « The crown and the colonial charters, 1675-1688 : Part II », *William and Mary Quarterly*, 3<sup>e</sup> série, 15-4, octobre 1958, p. 463-465.

30. EIC to General of India and President and Council of Fort St. George, 25 janvier 1688, IOL, E/3/91, f. 245r. Après la Révolution, Child continua de proclamer la nécessité, pour l'East India Company « de disposer d'un pouvoir souverain absolu en Inde afin de repousser les assauts des puissances étrangères » : Josiah Child (Wansted) à Sir Thomas Papillon, 22 octobre 1698, CKS, U1015/O17/2 ; EIC to President and Council of Fort St. George, 24 février 1686, IOL, E/3/91, f. 54r ; EIC to President and Council of Fort St. George, 9 juin 1686, IOL, E/3/91, f. 70v ; EIC's Commission for Establishing President and Council, [3 novembre 1686], IOL, E/3/91, f. 113v ; EIC to President and Council of Surat, 23 mars 1687, IOL, E/3/91, f. 135v ; EIC to General and Council at Bombay, 28 septembre 1687, IOL, E/3/91, f. 196r ; EIC to President and Council at Fort St. George, 28 septembre 1687, IOL, E/3/91, f. 214v ; EIC to General and Council at Bombay, 27 août 1688, IOL, E/3/91, ff. 275-276.

Compagnie arrimait ainsi son économie politique centrée sur la richesse foncière à la conception d'une souveraineté royale absolue développée par Jacques II.

Cet empire n'était pas seulement le fruit de l'imagination de quelques marchands londoniens rêvant de conquêtes en Orient, et il prit rapidement forme. Jacques II fit de Bombay « la métropole anglaise de l'Inde », avec son maire, ses conseillers municipaux, ses shérifs, ses tribunaux et son amirauté. Child se vantait que, sous l'égide de la compagnie, Bombay était passée de quatre mille « à cinquante mille familles, toutes sujettes aux lois de la Compagnie ». Madras était pareillement devenue « l'une des cités les plus grandes et les plus raffinées de cette partie du monde, protégée par une bonne garnison, regroupant au moins cent mille familles du monde entier, toutes sujettes aux lois que la Compagnie, en vertu de la charte qui lui a été accordée, juge bon de promulguer ». Avec une population estimée à 100 000 habitants, Madras était alors la seconde ville « anglaise » après Londres<sup>31</sup>.

Étant donné les conceptions économiques de Child et de Jacques II, et vu les nouveaux engagements territoriaux de la Compagnie en Inde, il n'est pas étonnant de voir l'Angleterre et l'East India Company se lancer dans une politique agressive envers leurs rivaux impériaux, les Hollandais et l'empire Moghol. Child, à l'instar du roi et de ses conseillers, était obsédé par les Provinces-Unies, alternant volonté d'émulation et condamnations violentes. Il encourageait fréquemment ses compatriotes à imiter les succès impériaux des Hollandais, tout en dénonçant leur concurrence. Quand ils ravirent aux Anglais l'avant-poste de Bantam sur l'île de Java, en 1682, Child fut encore plus convaincu que les Hollandais étaient sur le point de monopoliser l'intégralité du commerce avec les Indes orientales. Qu'ils atteignent ce but, et ils deviendraient selon lui « invincibles ». Pareille situation serait si catastrophique pour l'Angleterre « que nous avons besoin pour éradiquer cette gangrène d'utiliser des remèdes rapides et puissants qu'aucun marchand seul ne pourrait appliquer ». Les appels de Child et de la Compagnie en faveur d'une mobilisation nationale se firent de plus en plus pressants une fois Jacques II sur le trône. Child et ses amis répétaient inlassablement les mêmes arguments concernant les dangers d'une hégémonie commerciale des Provinces-Unies, que ce soit lors de conversations à la cour, dans des lettres à leurs représentants aux Indes ou dans des pamphlets imprimés. Ils conseillèrent au président et au conseil de Fort Saint-George de se tenir prêts à lutter militairement contre « la tyrannie hollandaise en Inde ». L'année suivante, ils informèrent leur nouveau général à Bombay, Sir John Child, de l'importance stratégique que revêtirait un éventuel conflit en Inde :

31. London Newsletter, 14 janvier 1688, FSL, Lc1908; J. CHILD, *Supplement, op. cit.*, 1689, p. 7-8; Om PRAKASH, *European Commercial Enterprise in Pre-Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 148.

« Si les frictions actuelles entre l'Angleterre et la Hollande venaient à dégénérer en guerre ouverte, cela serait perçu par le vulgaire comme une guerre pour le poivre, sans importance vue la faible consommation de chaque famille. En réalité, cette guerre aurait bel et bien pour enjeu la domination des mers indiennes, mais aussi britanniques »<sup>32</sup>.

À l'instar de l'opinion publique qui, hors des cercles courtoisants s'abandonnait aux joies d'une francophobie frénétique, l'East India Company ainsi que Jacques II et sa cour exigeaient une guerre contre la Hollande, une guerre justifiée par le fait que le commerce était une composante de la puissance, et dépendait du volume de terres impériales possédées. Selon cette idéologie, le commerce était un jeu à somme nulle, et les Hollandais représentaient les véritables concurrents commerciaux de l'Angleterre, pas les Français. De fait, Child a longtemps soutenu l'idée d'une coalition avec la France pour lutter contre les Hollandais en Inde, une suggestion favorablement reçue par Jacques II. En 1687, il faisait savoir qu'il offrait « sa royale assistance » à la compagnie, lui fournissant plusieurs dizaines de milliers d'hommes pour aider sa cause en Inde<sup>33</sup>.

L'East India Company déclencha bien une guerre en Inde, mais qui se révéla une guerre contre l'empire moghol plutôt que contre les Hollandais. Selon ses critiques, Sir Josiah Child « pouvait exiger ce qu'il voulait, tant à la cour du roi qu'au Parlement, grâce à ses cadeaux annuels » ; et ce qu'il voulait, en l'espèce, c'était « une grande flotte, et des soldats bien équipés ». Child, l'East India Company et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'empereur Moghol, mais malgré tous les efforts de la Compagnie et de la cour pour mettre en valeur les succès anglais, on sut vite, à la Bourse et à travers tout le pays, que le conflit ne se déroulait pas comme prévu. Les Moghols infligèrent une défaite complète aux Anglais, menaçant l'existence même de l'empire anglais en Inde. Du fait

32. J. CHILD, *A New Discourse...*, *op. cit.*, 1694, p. 1, sig. [B3r], C6r; Sir Josiah Child à Middleton, 1<sup>er</sup> septembre 1683, BL, Add 41822, f. 25r; Child à Middleton, 6 septembre 1683, BL, Add 41822, f. 28r; J. CHILD, *Supplement*, *op. cit.*, 1689, p. 1; J. CHILD, *A Discourse...*, *op. cit.*, 25 juin 1689, p. 6-7; Child à Middleton, 6 septembre 1683, BL, Add 41822, f. 28v; Barillon (Londres) à Louis XIV, 14/24 décembre 1685, NA, PRO 31/3/162, f. 66r; Bonrepas (Londres) à Seignelay, 31 décembre/ 10 janvier 1685/6, NA, PRO 31/3/163, f. 36r; Barillon (Londres) à Louis XIV, 8/18 avril 1686, NA, PRO 31/3/165, f. 23v; Barillon (Londres) à Louis XIV, 4/14 novembre 1686, NA, PRO 31/3/167, f. 46r; Barillon et Bonrepas à Louis XIV, 2/12 juin 1687, NA, PRO 31/3/170, ff. 43-44; EIC to President and Council of Fort St. George, 14 janvier 1686, IOL, E/3/91, f. 30v; EIC to President and Council at Fort St. George, 22 octobre 1686, IOL, E/3/91, f. 104; EIC to General and Council at Bombay, 3 août 1687, IOL, E/3/91, f. 160v; EIC to Governor and Council at York Fort at Bencoolen, 4 avril 1688, IOL, E/3/91, f. 258v; *An Impartial Vindication of the English East-India Company*, Londres, Samuel Tidmarsh, 1688, p. 90-96; EIC to President and Council at Fort St. George, 22 octobre 1686, IOL, E/3/91, ff. 106-107; EIC to Governor and Council of India at Bombay, 3 août 1687, IOL, E/3/91, f. 160r.

33. Child à Middleton, 6 septembre 1683, BL, Add 41822, f. 28v; Representation of the Deputies of Amsterdam, 1686, BL, Add 41814, f. 119v; EIC to General of India and Council at Bombay, 27 août 1688, IOL, E/3/91, f. 273r; Bonrepas (Londres) à Seignelay, 11 et 11 mars 1686, NA, PRO 31/3/165, f. 74r; Londres Newsletter, 9 juillet 1687, FSL, Lc1831; London Newsletter, 16 juillet 1687, FSL, Lc1821; Sir John Jacob à Huntingdon, 12 juillet 1687, Henry E. Huntington Library, San Marino, Californie (désormais HEH), HA 7148.



de cette guerre calamiteuse, « beaucoup en conclurent que le commerce indien était perdu »<sup>34</sup>, résuma un commentateur.

Jacques II avait fait cause commune avec Josiah Child et sa compagnie, tant sur le plan politique qu'idéologique. Ils étaient tous deux persuadés que le commerce était un jeu à somme nulle, qu'un empire territorial était nécessaire, et que l'ennemi principal de l'Angleterre était la Hollande. Ensemble, ils obtinrent la confirmation du droit qu'avait le roi d'octroyer des monopoles commerciaux. Tout ceci a clairement contrarié de grands secteurs de la communauté marchande : non seulement Child avait perdu l'appui de ses anciens alliés au sein de l'East India Company, comme Thomas Papillon ou Samuel Barnardiston, mais la complicité qu'il entretenait avec le régime de Jacques II lui aliéna le soutien de beaucoup d'autres marchands. Du fait de la nature exclusive des privilèges commerciaux que Child et Jacques II distribuaient, de nombreux marchands, ainsi que la communauté juive tout entière, se trouvaient exclus du marché indien. Il n'est donc pas étonnant que les marchands whigs se soient si spectaculairement opposés au régime de Jacques II, qu'ils remplirent les coffres de Guillaume d'Orange en 1688. Il n'est pas étonnant non plus que les marchands, et les marchands whigs en particulier, aient été si prompts à soutenir financièrement le nouveau régime dès les premiers jours de 1689.

Jacques II s'était pourtant intéressé au commerce, et avait bien eu une politique commerciale, mais c'était la politique voulue par Sir Josiah Child, par l'East India Company et la Royal African Company. Sa politique impériale était moderne et cohérente, Jacques était un « impérialiste mature »<sup>35</sup>. Mais ses politiques commerciale et impériale étaient contradictoires avec la tradition économique whig, récemment consolidée, selon laquelle la richesse procédait des efforts de l'homme et les banques pouvaient faire beaucoup pour accroître la puissance nationale. De plus, les conséquences de cette politique économique (l'alliance avec la France, et la guerre contre la Hollande et l'empire Moghol), si elles coïncidaient bien avec ses inclinations en matière de politique étrangère, isolaient Jacques II du reste de la nation. Il s'était mis à dos non seulement les ennemis traditionnels de l'East India Company, mais aussi les puissants marchands whigs sceptiques devant les conceptions impériales et commerciales de Josiah Child. Résultat : de larges pans de la communauté marchande d'Angleterre soutinrent activement le projet d'invasion de Guillaume

34. J. MILL, *History of British India*, *op. cit.*, vol. 2, p. 85-87; Secret Instructions to Captain John Cribb, 9 juillet 1686, IOL, E/3/91, f. 78r; Instructions for Agent and Council at Bengal, 14 janvier 1686, IOL, E/3/91, ff. 34-40; Bonrepaus (Londres) à Seignelay, 25 août/4 septembre 1687, NA, PRO 31/3/172, ff. 51-52; Dr John ST. JOHN, *His Information Regarding India*, 1685-1688, CKS, U269/O82; K. N. CHAUDHURI, *Trading World of Asia...*, *op. cit.*, p. 117; O. PRAKASH, *European Commercial Enterprise...*, *op. cit.*, p. 150; London Newsletter, 4 août 1688, Add. 4194, f. 291v; J. CHILD, *Supplement*, *op. cit.*, 1689, p. 9; Newsletter addressed to earl of Suffolk, 25 juillet 1688, BL, Add 34487, f. 17v; John Verney (Londres) à Sir Ralph Verney, 24 juillet 1688, Buckinghamshire Record Office, Verney MSS; Some Remarks..., 1690, p. 4, 6-7; Tamworth Newsletter (Londres), 29 mai 1690, HEH, HM 30659/10.

35. P. S. HAFFENDEN, « Crown and the Colonial Charters... », art. cit., p. 452.



d'Orange, et fournirent un appui financier crucial au nouveau régime dans les premiers mois. Les questions de politique économique ont ainsi joué un grand rôle dans le déclenchement des événements de 1688-89 : l'intérêt pour l'économie politique n'est pas une conséquence imprévue de la Révolution, malgré ce qu'a pu en dire David Armitage (pour qui les controverses économiques ne sont devenues un enjeu politique et constitutionnel qu'après la Glorieuse Révolution)<sup>36</sup>.

### RÉVOLUTION DANS L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET CRÉATION DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

Les révolutionnaires de 1689 n'ont pas seulement abattu Jacques II et son régime politique, ils ont aussi mis fin à la mainmise tory sur l'idéologie économique. Rapidement, une multitude de voix ont commencé à se faire entendre. L'idéologie des radicaux des années 1650, de plus en plus soutenue au-delà de leurs cercles habituels, fit sa réapparition sur le devant de la scène. « En dépit de la grande influence acquise par le commerce sur le fonctionnement et le bien-être des États et des royaumes », observait le tory Nicholas Barbon, fils du radical Praisegod Barbon, « rien ne divise plus les hommes que leurs sentiments concernant les vraies causes de ce qui permet de faire croître le commerce et de le promouvoir »<sup>37</sup>.

Cette relance du débat concernant l'économie politique, bien qu'initée par un peuple anglais épris de liberté, ne s'appuyait pas sur les auteurs classiques, ou sur leurs vulgarisateurs républicains ou renaissants. En effet, ils n'étaient tout bonnement plus pertinents pour comprendre et analyser la sphère économique. « Tite-Live et d'autres auteurs antiques, dont le génie nous a permis de comprendre la naissance et la chute des gouvernements, ont été très minutieux dans la description des différentes formes de discipline militaire, mais ont complètement ignoré les questions économiques », observait Barbon, « et Machiavel, le plus grand des auteurs modernes, bien qu'il ait vécu dans un gouvernement dominé par une famille, les Médicis, dont l'accès au pouvoir n'était dû qu'aux richesses acquises dans l'exercice de la marchandise, n'a jamais mentionné le commerce comme un domaine digne d'intérêt pour l'État ». La révolution militaire des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles a pourtant nécessairement changé les relations entre commerce et politique. Pour Barbon, « jusqu'au moment où le commerce est devenu nécessaire pour obtenir des armes, il avait toujours été perçu comme un danger pour la croissance de l'empire, coupable d'affaiblir les peuples à force de luxe et de confort, et rendant leurs corps incapables de supporter les efforts et les contraintes exigés par la guerre ». Un polémiste

36. D. ARMITAGE, *Ideological Origins...*, p. 166 ; Terence HUTCHINSON, *Before Adam Smith: The Emergence of Political Economy, 1662-1776*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, p. 56 ; T. R. MALTHUS, *Principles of Political Economy*, Londres, John Murray, 1820, p. 2.

37. Nicholas BARBON, *A Discourse of Trade*, Londres, Tho. Melbourn, 1690, sigs. A2-A3

whig faisait remarquer que «le commerce, une activité considérée comme méprisable jusqu'il y a une centaine d'années, et toujours considérée comme telle par certains puissants et fameux royaumes, constitue néanmoins un système moderne de politique, peu commenté et discuté par les grands auteurs et professeurs de cette science». En effet,

«depuis la découverte des Indes orientales et occidentales, et le développement de la navigation qui s'en est suivi, la situation de l'Europe en général, et de chaque nation en particulier, a été grandement altérée, surtout en matière militaire [...]. Dorénavant, des armées nombreuses, disciplinées et payées sillonnent l'Europe, ce qui n'aurait jamais été possible sans de grandes sommes d'argents; les anciens domaines des rois n'étant plus suffisants, le poids de la fiscalité sur leurs sujets augmente un peu partout».

«L'industrie domestique, et le commerce extérieur», tels étaient les moyens d'acquérir de nouveaux revenus. Les temps avaient changé. Par conséquent, déclare un autre auteur, «peu importe à quel point Aristote ou tout autre pédant a pu mépriser la marchandise dans le passé», car ils se sont trompés, vue la «grande dignité acquise depuis par le commerce»<sup>38</sup>. L'Antiquité, pas plus que la Constitution ancienne, n'offrait de clefs pour comprendre les problèmes économiques de l'époque.

Le gouvernement de Jacques II avait épousé l'idée de la richesse fondée sur la terre et relevant d'un jeu à somme nulle. Après le départ du roi, la conception whig d'une richesse potentiellement infinie et créée par le travail de l'homme s'est rapidement répandue. Beaucoup affirmaient que la force et la prospérité futures de l'Angleterre résidaient dans ses manufactures, et non dans ses terres. «L'expérience a prouvé», pensait William James, en écho aux thèses exprimées par Carew Reynell cinq ans auparavant, «que là où une manufacture et ses ouvriers sont installés, les terres sont non seulement occupées et travaillées, mais rapportent plus». Pour Daniel Defoe, les manufactures sont «le vrai trésor de l'Angleterre, et nous permettent d'équilibrer notre balance commerciale; sans elles, notre royaume serait aussi pauvre que l'Espagne, et aussi efféminé que l'Italie». James Whiston, depuis longtemps connu pour la publication de ses listes de prix, pensait que ce sont «ses habitants industriels», et non son sol, qui constituent «la richesse aussi bien que la force d'une nation». C'est parce que «les habitants d'un pays constituent sa vraie richesse» que la Hollande, pauvre en terres mais très peuplée, «est bien plus riche que l'Espagne», constatait le whig Roger Coke. Pour le futur évêque Simon Patrick, «un roi n'est rien sans sujets; mais plus ces derniers sont nombreux, plus sa splendeur et sa force sont importantes chez lui, et plus il est glorieux à l'étranger; ce qui dépend beaucoup du degré de peuplement de son pays». L'ami de John Locke, le marchand whig John Cary, savait qu'il

38. N. BARBON, *A Discourse...*, op. cit., 1690, sig. A3; ID., *Considerations Requiring Greater Care for Trade in England*, Londres, S. Crouch, 1695, p. 1-2, 11-12; ID., *The Character and Qualifications of an Honest Loyal Merchant*, Londres, Robert Roberts, 1686, p. 11. Voir aussi Sir Francis BREWSTER, *Essays on Trade and Navigation*, Londres, Tho. Cockeril, 1695, p. 76.

«était du plus grand intérêt pour l'Angleterre de favoriser ses manufactures». Non seulement les manufactures «permettent d'employer les pauvres, et donc de soulager le fardeau qu'ils font peser sur nos terroirs, mais elles accroissent également nos échanges avec l'étranger, à qui nous vendons nos produits plus chers, et à qui nous retournons leurs matières premières transformées ici, et dont la valeur a augmenté grâce au travail de notre peuple»<sup>39</sup>.

Étant donné ce nouvel état d'esprit, et le rejet suscité dans la communauté marchande par Jacques II, les politiques économiques inspirées par l'idéologie terrienne ne furent pas maintenues très longtemps.

La Chambre des Communes a rapidement réorienté la politique fiscale de l'Angleterre. Juste après la Restauration de Charles II, le Parlement, sous la pression du roi et de sa cour, avait dû accorder à la couronne un revenu perpétuel, fondé sur le produit d'un nouvel impôt, la *Hearth Tax*, calculé par rapport au nombre d'âtres par maison. La couronne recevait un shilling par foyer. La place du feu étant si essentielle dans les processus productifs de l'époque moderne, il était prévisible que cette taxe suscite un fort mécontentement : fraudes et émeutes n'ont pas manqué. Mais alors que la plupart des plaintes concernaient le montant de l'impôt ou la trop forte intrusion des collecteurs, le secteur manufacturier exprimait des griefs spécifiques. La résistance des «forgerons de la région de Birmingham» au nouvel impôt attira l'attention du gouvernement en 1672. Le futur whig Sir John Lowther compatissait au sort «des habitants les plus pauvres» qui s'opposaient à la taxation «des foyers des forgerons et des fours domestiques». Un des principaux objectifs de la Compagnie des Couteliers du Hallamshire fut, tout au long des années 1670 et 1680, l'abrogation de la *Hearth Tax*, qui pesait si fortement sur la croissance de la coutellerie à Sheffield et aux alentours. Pendant le règne de Jacques II, la carte des troubles liés à la *Hearth Tax* coïncidait avec celle des régions manufacturières. En 1687, des émeutes éclatèrent en Cornouailles, là où l'on travaillait l'étain, et dans la région des poteries du Staffordshire. Et dès l'arrivée sur le sol anglais de Guillaume III, de façon fort prévisible, des émeutes à connotations orangistes éclatèrent dans la ville drapière de Leeds et dans le reste du Yorkshire, exigeant l'abrogation de la *Hearth Tax*. Aussitôt déclarés souverains légitimes de l'Angleterre, Guillaume et Marie supprimèrent l'impôt

39. William JAMES, *Englands Interest*, Londres, 1689, p. 2; D. DEFOE, *Taxes no Charge*, 1689, p. 12; James WHISTON, *A Discourse of the Decay of Trade*, Londres, Samuel Crouch, 1693, p. 3; H. M., *England's Glory; or, the Great Improvement of Trade in General by a Royal Bank*, Londres, Tho. Bever, 1694, p. 20-21, sigs. A2v-A3r; F. BREWSTER, *Essays, op. cit.*, 1695, p. 1; Roger COKE, *A Detection of the Court and State of England*, Londres, 1694, vol. 2, p. 15; Simon PATRICK, «Sermon Preached before the King and Queen», 16 avril 1690, *The Works*, Taylor, vol. 8, p. 431; J. CARY, *An Essay*, 1695, sig. [A7], p. 2, 6 12, 23; John Locke à John Cary, 2 mai 1696, in B. Rand (ed.), *The Correspondence of John Locke and Edward Clarke, op. cit.*, p. 472; *Customs Officers to Lords of the Treasury*, 5 janvier 1694, BL, Add 72564, f. 43r. Voir aussi: *A Discourse of the Necessity of Encouraging Mechanick Industry*, Londres, Richard Chiswell, 1690, p. 15, 21; Sir Richard Cocks, «A charge», Michaelmas 1695, Bodleian, Eng. Hist. b. 209, f. 29v; Bridgewater, «State Propositions», 1690, HEH, EL 8443.

si décrié par les intérêts manufacturiers. Des whigs comme le colonel John Birch purent alors célébrer, sans surprise, la fin « d'une marque d'esclavage ». Durant les débats parlementaires, quelqu'un fit remarquer « que rien n'était plus injuste » que cet impôt, car « les municipalités urbaines paient une centaine de fois plus pour leurs bougies que nous pour nos terres ». Le marquis de Halifax, aux inclinations tories en matière économique, considérait au contraire son abrogation comme l'accomplissement d'un « dessein » radical<sup>40</sup>.

Mais le nouveau régime, partant en guerre contre la plus grande puissance d'Europe, la France, ne pouvait pas renoncer à une rentrée fiscale, et il fallut compenser cette perte. En décembre 1689, la Chambre des Communes créa une nouvelle taxe foncière, qui avait plus à voir avec les pratiques fiscales des années 1650 qu'avec celles en vigueur depuis la Restauration. Les whigs de toujours, comme John Hampden et John Swynfen, s'enthousiasmèrent pour cette résurrection d'une fiscalité progressive, qui provoqua bien sûr des réactions amères parmi les tories. Un pamphlétaire se plaignit que la gentry allait bientôt « porter seule le fardeau » de la guerre contre la France, et redoutait que l'Angleterre suive l'exemple de la Hollande. Sir Richard Temple, en relations d'affaires dans les années 1670 et 1680 avec l'East India Company et la Royal African Company, fut un autre opposant déterminé et éloquent de cette taxe foncière : la guerre civile avait été causée par cet impôt, et selon lui, en imposant si lourdement la noblesse et la gentry, on affaiblissait les principaux soutiens de la monarchie. Et si, dans le même temps, « le riche usurier, le riche commerçant et le free-holder aisé » sont épargnés, ce sont « les bases de la démocratie ou du commonwealth » que l'on instaure. Temple en était sûr : les députés issus des régions manufacturières étaient derrière tout cela. Discours après discours, les tories dénonçaient la taxe foncière. Cette taxe devint même leur cible privilégiée, le symbole d'un nouveau régime honni.

La politique fiscale était devenue un enjeu majeur de politique intérieure, cristallisant les oppositions entre whigs et tories<sup>41</sup>. « Toutes les nations déclinent ou prospèrent, en proportion de leur méthode d'imposition, bonne ou

40. C. D. CHANDAMAN, *The English Public Revenue*, Oxford, Clarendon Press, 1975, p. 77-81, 87-88, 93; Michael J. BRADDICK, *The Nerves of State*, Manchester, Manchester University Press, 1996, p. 102, 158-159, 172-174.

41. Henry HORWITZ, *Parliament, Policy and Politics in the Reign of William III*, Manchester, Manchester University Press, 1977, p. 40; M. BRADDICK, *Nerves of State...*, *op. cit.*, p. 98-99; Colin BROOKS, « Public finance and political stability : the administration of the land tax, 1688-172 », *Historical Journal*, 17-2, juin 1974, p. 281-300; John Swynfen, 2 avril 1690, in Anchitell Grey (ed.), *Debates of the House of Commons*, Londres, D. Henru & R. Cave, 1763 (désormais Grey), vol. 10, p. 37; J. HAMPDEN, *Some Considerations...*, *op. cit.*, 1691, p. 34; *A Proposal for an Equal Land-Tax*, Londres, Randall Taylor, 1691, p. 3 et 13; Sir Richard TEMPLE, *Ledgerbook*, 23 décembre 1677; 4 décembre 1684; 13 mai 1687, HEH, ST 152, ff. 172v, 201r; Sir Richard TEMPLE, *An Essay Upon Taxes*, Londres, Tim. Goodwin, 1693, p. 5, 8, 22; William Bankes (Londres) à Roger Kenyon, 28 février 1689, Lancashire Record Office, DD/KE/92, f. 19r; Simon Harcourt, 2 avril 1690, Grey, vol. 10, p. 37-38; Sir Christopher Musgrave, 1<sup>er</sup> avril 1690, Grey, vol. 10, p. 37; Sir Edward Seymour, 11 janvier 1692, Grey, vol. 10, p. 227; David STASAVAGE, *Public Debt and the Birth of the Democratic State: France and Great Britain, 1688-1789*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 108, 120.

mauvaise», assurait un pamphlet. La question de la taxation était devenue si importante qu'on pouvait «lui imputer toutes les révoltes, jacqueries ou changements violents de gouvernement, ici ou ailleurs». Le soutien whig aux transformations révolutionnaires de la politique fiscale anglaise devint immédiatement un enjeu électoral. Dans le Cheshire, le whig Sir Robert Cotton fut l'objet d'attaques de la part du lord tory Choldmondley pour avoir soutenu un impôt «nuisible aux intérêts du Nord de l'Angleterre». Le whig Roger Kirkby, lui, fonda sa campagne victorieuse contre son adversaire tory dans le Lancaster sur sa défense de l'impôt foncier<sup>42</sup>.

La réorientation de la politique fiscale anglaise en faveur des manufactures laissait présager une nouvelle attitude concernant les compagnies de commerce. Sentant le vent tourner, «plusieurs marchands indépendants condamnés en Guinée» attaquèrent la Royal African Company et son monopole devant les tribunaux. Et en 1689, dans l'affaire Nithingale contre Bridges, le juge John Holt invalida les résultats du procès de l'East India Company contre Sandys, qui avait fourni la justification légale pour les projets économiques tories. L'avocat anti-monopoles, Sir Bartholomew Shower, plaida avec succès l'idée que la richesse ne se limitait pas à la terre mais incluait également «les biens, les franchises et les libertés des sujets»<sup>43</sup>. Par conséquent, s'en prendre de quelque façon que ce soit aux possessions d'un sujet nécessitait «le concours du Parlement», «le meilleur moyen de modifier la propriété d'un sujet sur ses biens, car le vote de chaque sujet est inclus dans n'importe quelle action de celui-ci : une loi du Parlement possède le consentement de nombreux hommes, tant du passé, du présent, que de l'avenir». Le roi n'était pas autorisé à créer des monopoles commerciaux (comme ceux des compagnies), car les biens et les richesses en jeu n'étaient pas de son ressort. «Le roi d'Angleterre s'est toujours réclamé d'une monarchie royale, et non seigneuriale»; la Common Law anglaise «réaffirme l'idée d'une propriété pleine et entière face aux différents pouvoirs, et distingue bien pour cela les serfs, dont les possessions dépendent du bon plaisir de leur seigneur, des hommes libres, dont les biens ne dépendent que de leur propre volonté; rien n'est plus sacré que leur propriété». Néanmoins, cette décision capitale n'a pas établi le droit absolu au libre-échange: elle insistait plutôt sur le fait que le Parlement, représentant le peuple créateur de richesse par son travail, était à même de réguler l'économie.

42. H. J., *A Letter from a Gentleman in the Country to his Friend in the City*, Londres, G. C. for William Miller, 1691, p. 8-9; Sir Willoughby Aston, *Diary*, 13 mars 1690, Liverpool Record Office, 920 MD 173; James Finton (Lancaster) à Sir Thomas Rawlinson, 23 septembre 1689, Bodleian, Rawl. D863, f. 35r.

43. «The Case of the Royal African Company», septembre/octobre 1689, NA, T 70/169, f. 69v; A. ANDERSON, *Historical and Chronological Deduction...*, *op. cit.*, 1801, vol. 2, p. 566; Shower fut ensuite engagé comme avocat par les adversaires de l'East India Company: New East India Company Minutes, 24 novembre 1692, Bodleian, Rawl C449; *Sir Bartholomew Shower's Arguments, Nithingale and others v. Bridges*, in Max A. ROBERTSON, Geoffrey ELLIS (ed.), *The English Reports*, Londres, Stevens and Sons, 1908, vol. 89, p. 498-500.

La décision du juge Holt brisa net la base légale de l'empire centralisé et autoritaire de Jacques II. Shower ne masquait pas les conséquences de son raisonnement pour l'Empire. Là où Jefferies soulignait que, selon sa définition de la richesse, sous un régime gouverné par les principes de l'économie politique jacobite, tout territoire acquis en dehors des frontières anglaises devait être gouverné selon la volonté royale, Shower envisageait pour l'Empire un tout autre sort. Puisque toute richesse n'était que le produit du travail des hommes et des femmes d'Angleterre, l'avocat considérait donc que

« n'importe où sur terre, là où des Anglais sont gouvernés par d'autres Anglais, les lois auxquelles ils obéissent doivent être celles de leur pays, et si des procès y ont lieu en l'absence d'un jury, leurs instigateurs doivent être punis à leur retour ; ce genre de pratique peut être constaté tous les jours du fait de l'arrogance des gouverneurs dans nos plantations, comme à la Barbade ou dans les Indes orientales ».

Contrairement à l'opinion avancée par Jefferies et aux pratiques de l'East India Company, « ils ne doivent pas procéder différemment des méthodes autorisées ici, être jugé par un jury est le droit de tout sujet anglais partout dans le monde, dès que des Anglais tirent leur autorité de la couronne d'Angleterre ». La décision rendue par le juge Holt à Nightingale a bien « détruit la prérogative royale en matière de contrôle de l'économie », comme l'a écrit un historien avisé<sup>44</sup>.

L'aspiration au libre-échange était largement répandue : Roger Coke considérait que « toutes les nations, ainsi que leurs habitants, peuvent de droit ou par loi de nature commercer les uns avec les autres ». Les marchands qui s'approvisionnaient en Afrique, parmi bien d'autres, dénonçaient sans relâche les privilèges accordés aux compagnies de commerce, et prétendaient que le libre-échange permettrait de quadrupler les exportations des manufactures anglaises. Les pétitions adressées à la Chambre des communes affluaient de toute part, dénonçant les effets délétères des monopoles commerciaux. La Royal African Company pu résister aux attaques, mais seulement en concédant que son privilège relevait d'une décision parlementaire, et non de la volonté royale<sup>45</sup>.

La cible principale des whigs, affaiblie depuis le jugement du juge Holt, était toutefois l'East India Company. Il était prévisible qu'elle subisse le feu des critiques après la Révolution, étant donné l'absence de whigs au directoire (après la purge opérée par Child), ses échecs économiques et l'impopularité du programme économique de Child. Les whigs avançaient un grand nombre

44. Sir Batholomew Shower's Arguments, in M. ROBERTSON, G. ELLIS (ed.), *The English Reports*, vol. 89, p. 500 ; W. Darrell STUMP, « An economic consequence of 1688 », *Albion*, 6-1, printemps 1974, p. 28 ; Horwitz, « The East India trade », p. 3 ; W. PETTIGREW, « Free to enslave », art. cit., p. 11.

45. *The Interest of England Considered*, Londres, Walter Kettily, 1694, sig. [A5r] ; Roger COKE, *A Reply to an Answer from a Friend to the Apology for the English Nation*, Londres, 1692, p. 3 ; William WILKINSON, *Systema Africanum*, Londres, 1690, p. 5-6 ; K. G. DAVIES, *Royal African Company... op. cit.*, p. 46, 104, 129-130 ; Tim KEIRN, « Monopoly, economic thought, and the Royal African Company », in John BREWER, Susan STAVES (ed.), *Early Modern Conceptions of Property*, Londres, Routledge, 1996, p. 427-466 ; Pétition de la Royal African Company, 16 août 1689, NA, PRO T 70/169, f. 63v.

d'arguments en faveur de la dissolution, ou tout au moins d'une profonde réorganisation de la compagnie. Le radical Roger Coke suggérait que le seul argument valable justifiant l'existence d'un monopole commercial pour cette compagnie, à savoir la nécessité de lutter contre les ambitions impériales des Hollandais, s'appuyait sur une surestimation ridicule de la puissance hollandaise en Inde. «En réalité, la plus grande peur de la Compagnie (le succès des marchands indépendants), serait pratiquement impossible si les Hollandais possédaient vraiment le monopole du commerce». D'autres critiques étaient plus théoriques. «Rien ne favorise plus la croissance de la population et l'enrichissement d'un royaume ou d'une république qu'un commerce libre et ouvert», constatait un des critiques les plus cinglants de Josiah Child. Cet adversaire des monopoles n'était pourtant pas un avocat du retrait de l'État des affaires économiques: «Puisque le commerce maritime est le principal moyen d'obtenir un tel enrichissement, il est normal que le gouvernement s'y intéresse soigneusement, et tente de le faire progresser»<sup>46</sup>.

Beaucoup mettaient en avant les effets négatifs pour les manufactures anglaises des importations faites par l'Est India Company. John Cary considérait que quiconque soutenant une économie politique favorable au travail et aux manufactures plutôt qu'à la terre et à l'agriculture devait se méfier terriblement du commerce de l'East India Company. Les calicots et les soieries qu'elle importait concurrençaient la production domestique anglaise, et n'apportaient pas grand-chose à la nation dans son ensemble. Les Hollandais n'étaient pas un modèle à suivre, car leur situation leur imposait un modèle économique fondé sur «l'achat et la vente plutôt que sur la production». Cary en concluait qu'il n'y avait pas pour l'Angleterre de commerce plus préjudiciable que celui effectué avec les Indes orientales. Le marchand-drapier whig John Blanch se désolait de la mode des soieries et mousselines indiennes, un désastre pour l'économie anglaise selon lui. Ces vêtements, «entièrement fabriqués à l'étranger, font à notre nation le plus grand mal», et sont dès lors la pire des importations possibles. Le whig Edward Clarke, représentant de Taunton au Parlement et ami de John Locke, affirmait que le commerce de l'East India Company détruisait la demande pour les produits anglais, tant sur le marché domestique qu'à l'étranger. Les profits faramineux engrangés par les actionnaires de la compagnie s'effectuaient donc «aux dépens de leurs concitoyens». Pendant le règne de Jacques II, des propriétaires de manufactures du Gloucestershire, du Suffolk et de l'Essex s'étaient plaint amèrement du chômage causé par les importations indiennes, sans que cela n'émeuve pour autant les autorités. Tout changea à partir des années 1690. En 1697, le Board of Trade examina en détail le commerce de l'East India Company, et trouva

46. N. T., *A Modest and Just Apology for; or Defence of the Present East India Company*, Londres, 1690, p. 1; W. LETWIN, *Josiah Child...*, *op. cit.*, p. 23; R. COKE, *A Reply to an Answer*, 1692, p. 4; *Reasons for Settling*, 1690, p. 1.



que la valeur des biens qu'elle importait en Angleterre était près de dix fois supérieure à la valeur des biens qu'elle y exportait<sup>47</sup>. Après la Révolution, les opposants whigs de l'East India Company, partisans d'une économie politique favorable aux manufactures, eurent le vent en poupe, et en profitèrent pour passer à l'action politique.

En février 1689, John Cholmley, qui n'était pas un ami de la compagnie dirigée par Child, était confiant :

« De nouvelles règles, voire une nouvelle compagnie verront le jour sitôt les affaires de l'État définitivement réglées [...] ; les différents que nous pouvons entretenir en Inde avec les Hollandais vont être éclaircis de façon amicale ».

De nombreuses pétitions furent soumises au Parlement concernant ce problème, et les débats du comité chargé d'étudier la question furent passionnés. La position de la Compagnie resta précaire l'année suivante. Pour John Cholmley, « l'East India Company se maintient, mais ses fondations se délitent, nous sommes persuadés que lors de la prochaine session du parlement, une nouvelle compagnie sera créée ». La chambre des Communes a rapidement montré son aversion pour la compagnie, tant par la taxation de ses actionnaires (à travers la *Poll Tax*) que par une imposition accrue des biens de cette dernière. À l'automne 1691, les critiques whigs de la compagnie se mobilisèrent pour « envisager le meilleur moyen de fournir au commerce avec les Indes orientales des bases régulières et légales, s'appuyant sur un nouveau capital national débarrassé de tout ce qui pouvait l'entraver ». La supposée nouvelle East India Company, simple continuation des projets des marchands indépendants des années 1680, participait d'une stratégie globale comprenant la promotion d'une nouvelle législation concernant les Indes orientales, des pétitions adressées au Parlement, la publication et la distribution de tracts et de traités critiques à propos de l'East India Company, et un travail de lobbying auprès des parlementaires tant à Westminster qu'à la Garraways coffehouse de Londres. Les ennemis de la Compagnie avaient de solides raisons pour croire à leur succès. « La dissolution de la présente compagnie, et son remplacement par une nouvelle compagnie nationale, sont à ce jour admis et compris par

47. J. CARY, *An Essay...*, *op. cit.*, 1695, p. 47, 49, 52 ; K. N. CHAUDHURI, *Trading World of Asia...*, *op. cit.*, p. 96 ; O. PRAKASH, *European Commercial Enterprise...*, *op. cit.*, p. 105, 119, 240 ; Bonrepaus, « Report on the State of England », 1687, NA, PRO 31/3/174, ff. 113-114 ; *The Ancient Trades Decayed, Repaired Again*, Londres, T. N., 1678 ; John BLANCH, *The Naked Truth*, Londres, 1696, p. 4-5, et 13. Blanch était ami avec le whig Edward Clarke : John Blanch (Londres) à Edward Clarke, 15 juin 1696, Somerset Record Office, DD/SF/3839 ; John BLANCH, *The Interest of England Considered*, Londres, Walter Kettilby, 1694 ; Edward CLARKE, *Notes on the EIC*, 1690, Somerset Record Office, DD/SF/2604a ; Entries Relating to Trade, 26 mars 1686, NA, CO 389/12, ff. 17-18 ; Entries Relating to Trade, 7 mai 1686, NA, CO 389/12, f. 21v. Ces plaintes furent renouvelées après la Révolution : L'Hermitage (Londres) à States General, 1-11 septembre 1693, BL, Add 17677NN, f. 227r ; *The Case of the Japanners*, 1690, Lancashire Record Office, DDK 1745 ; Proofs before the Committee for a Free Exportation of the Woolen Manufactures, 1693, Somerset Record Office, DD/SF/4515/4 ; Report of Board of Trade, 23 décembre 1697, BL, Sloane 2902, f. 173v ; S. A. KHAN, *The East India Trade...*, *op. cit.*, p. 246, 257-273.



l'intelligence de la majeure partie de la nation», se félicitait à bon droit l'un de ses critiques les plus féroces,

«et parmi les réformes publiques, il a généralement semblé opportun à la sagesse du Parlement de procéder ainsi, selon des méthodes agréables à la constitution de la nation et à ses lois, respectueuses des droits de ses sujets, et en harmonie avec les penchants et l'esprit de la partie la meilleure et la plus réfléchie de son peuple, qui semble absolument opposé à la prolongation de tout capital nominal illégal, corrompu, écrasé, morcelé, recomposé, faible, douteux, ou en chute libre»<sup>48</sup>.

Pourtant, malgré les prédictions répétées et crédibles du démantèlement de la compagnie, elle tint bon, recevant même une nouvelle légitimité par l'attribution d'un nouveau statut en 1698. Ce résultat est dû à une combinaison de facteurs, parmi lesquelles une propagande efficace, beaucoup de corruption, et des concessions tactiques significatives<sup>49</sup>. L'East India Company survécut donc temporairement, comme une exception au nouveau cours anti-monopoliste. Si les whigs n'ont pas réussi à détruire ce monopole qu'ils abhorraient, ils ont tout de même mis à bas l'influence tory sur la politique économique anglaise. Et plutôt que de continuer le combat parlementaire contre la compagnie, ils se lancèrent à l'assaut de l'économie politique tory sur un nouveau terrain.

Après la Révolution, le problème le plus important pour l'économie anglaise n'était plus, comme à l'époque de Jacques II, l'East India Company, sa politique et son influence, mais plutôt le financement de l'effort de guerre. Moins d'un an après la fuite du roi, les débats parlementaires concernant les finances du royaume devinrent passionnés, pour ne pas dire hystériques. Combattre la plus grande puissance d'Europe sur deux fronts, tout en s'appuyant sur une conception de la richesse fondée sur la terre devenait problématique. Pour Guillaume III et son gouvernement, l'alternative était simple : soit battre en retraite face à Louis XIV, comme le préconisaient les tories (qui défendaient

48. John Cholmley (Londres) à Robert Freeman, 12 février 1689, North Yorkshire Record Office, ZCG; Cholmley à John Healtfield, 16 février 1689, North Yorkshire Record Office, ZCG; Cholmley à John Chardin et Salvador Rodriguez, [mars 1689], North Yorkshire Record Office, ZCG; London Newsletter, 23 April 1689, FSL, Lc2006; Letter from London, 10/20 June 1689, MAE, CP/Angleterre, 170, f. 112r; John Verney (Londres) à Sir Ralph Verney, 2 mai 1689, Buckinghamshire Record Office, Verney MSS; Cholmley à Richard Browne, 1690, North Yorkshire Record Office, ZCG; *Journal of the House of Commons*, 4 avril 1689, p. 10-79; «A State of all the Duties», 14 septembre 1694, BL, Add. 72564, f. 51; New East India Company Minutes, 12 octobre 1691, 22 octobre 1691, 24 octobre 1691, 6 octobre 1692, 9 novembre 1692, 15 novembre 1692, Bodleian, Rawl C449; John Pulteney (Whitehall) à Sir William Dutton Colt, 30 octobre 1691, BL, Add 36662, f. 198r; L'Hermitage (Londres) aux States General, 1<sup>er</sup> et 1er septembre 1693, BL, Add 17677NN, f. 226v; Reasons Humbly Offered, 3 janvier 1690, 7; Josiah Child (Wansted) à Sir Thomas Papillon, 22 octobre 1698, CKS, U1015/O17/2.

49. John Cholmley à ?, 14 janvier 1691, North Yorkshire Record Office, ZCG; J. Hill (Londres) à Sir William Trumbull, 26 octobre 1691, Berkshire Record Office, D/ED/C33; H. HORWITZ, «East India Trade», art. cit., p. 1-18; K. N. CHAUDHURI, *The Trading World of Asia...*, op. cit., p. 120. Sur la propagande : *A Letter to a Friend Concerning the Credit of the Nation*, Londres, E. Whitlock, 1697, p. 14. Sur la corruption : Cholmley à ?, 14 janvier 1691, North Yorks Record Office, ZCG; Edward CLARKE, *Notes*, 1690, Somerset Record Office, DD/SF/2604a; Joint Committee Report, 23 avril 1695, House of Lords Record Office, Londres (désormais HLRO), HL/PO/JT/1/1; *The Diary of John Evelyn*, ed. E. S. de Beer, Oxford, Clarendon Press, 1955, vol. 5, p. 209; 25 avril 1695; Sir Richard TEMPLE, «The False Patriot Unmasked», 1690, HEH, STT Lit (9), 15.

l'idée de buts de guerre plus limités), soit endosser les conséquences radicales de l'économie politique whig (et les réformes préconisées depuis longtemps par les adversaires de Child). En 1694, Guillaume III était prêt à soutenir les whigs.

L'idée que l'argent, et non la terre ou la vertu, était le nerf de la guerre servit de point de départ à cette réorganisation. En février 1689 déjà, la chambre basse acceptait sans discuter le fait que « l'argent constitue le nerf de la guerre ». Pour le whig John Hampden, « compte tenu de la situation actuelle, il est impossible pour ce gouvernement de subsister, et encore moins de tenir son rang dans l'alliance militaire contre nos ennemis communs, sans l'apport de grandes quantités d'argent ». Ce truisme était si répandu que William Jones mentionne presque en passant que « la sécurité du roi, de la reine et du royaume réside dans le nombre et la richesse du peuple »<sup>50</sup>.

Cette conception du lien entre la puissance et l'argent, si étrangère aux écrivains de l'Antiquité et de la Renaissance, était la conséquence directe des transformations dans la manière de se battre au XVII<sup>e</sup> siècle en Europe. L'auteur de la *Lettre décousue à un ami*, un ouvrage qui circulait beaucoup, notait que « faire la guerre, ce n'est plus combattre, mais manger, boire, et voyager. Pour se mettre au niveau de ce nouvel art militaire, je suis convaincu que seul l'argent est nécessaire ». « Les princes ne viennent plus sur le champ de bataille vider leurs querelles », faisait remarquer Robert Molesworth, mais pratiquent la guerre d'usure économique pour terminer leurs conflits. Selon Nicholas Barbon, « depuis que les armements et les munitions des Grecs et des Romains sont tombés en désuétude ; pierres, arcs, flèches, béliers et autres engins en bois, étaient partout aisément disponibles et aisément fabriqués, et depuis l'invention de la poudre, qui a introduit un autre genre de munitions et d'artilleries nécessitant des minéraux qui ne se trouvent pas partout, le commerce est à l'heure actuelle aussi nécessaire pour la sauvegarde des gouvernements qu'il est utile pour les enrichir ». James Whiston faisait une analyse presque identique, ajoutant simplement que « la découverte des richesses indiennes » autant que l'innovation technologique ont contribué à rendre la guerre « coûteuse en argent plutôt qu'en hommes ». Par conséquent, rien n'était plus avantageux que le commerce, « qui rend un prince et son peuple heureux chez eux et redoutables à l'étranger »<sup>51</sup>.

Ceux qui insistent sur la continuité et l'hégémonie du discours anticapitaliste après la Révolution ont remarqué eux-mêmes à quel point l'argent était perçu comme la condition nécessaire de la guerre, sans toutefois comprendre ce que cela impliquait. En effet, si la richesse était un réquisit de la survie politique à l'époque moderne, les préoccupations concernant le luxe et la vertu, centrales

50. *Orange Gazette*, 1<sup>er</sup> mars 1689, p. [2]; John HAMPDEN, *Some Considerations about the Most Proper Way of Raising Money in the Present Conjunction*, [1691], p. 11; W. JAMES, *England's Interest...*, *op. cit.*, 9 juillet 1689, p. 3. Voir aussi D. THOMAS, *An Historical Account...*, 1690, p. 1.

51. *A Rambling Letter to a Friend*, [1690], 1-2; Robert Molesworth (Copenhague) à George Stepney, 11 octobre 1690, BL, Add 37407, f. 6r; N. BARBON, *Discourse...*, 1690, sig. A2; W. WHISTON, *A Discourse of the Decay...*, *op. cit.*, 2-3; W. WHISTON, *To the King's Most Excellent Majesty*, [1693], p. [1].

dans les discours anticapitalistes issus de l'Antiquité ou de la Renaissance, ne pouvaient être que secondaires. De fait, les débats économiques passionnés des années 1690 n'abordent que rarement la question du luxe. Quand la notion revient effectivement sur le devant de la scène à la fin des années 1690 (la période sur laquelle Pocock a focalisé presque exclusivement son attention), elle ne semble plus jouer un rôle aussi déterminant qu'auparavant, et quand cela a été le cas, ce n'était plus à l'aide d'arguments issus de l'Antiquité ou de la Renaissance, comme il a été démontré. Même le polémiste tory Charles Davenant, un des exemples favoris de Pocock, pensait que la pauvreté était bien plus dangereuse pour la société que le luxe, et qu'il était chimérique de croire à un retour au monde disparu de la vertu antique. Tant les whigs que les tories admettaient que les nouvelles exigences financières de l'État avaient transformé en profondeur les règles de la politique<sup>52</sup>.

Tel était le contexte idéologique dans lequel les whigs favorables à une réorientation de l'économie vers les manufactures devaient envisager le problème du financement de la guerre contre la France. La création d'une banque nationale était leur solution préférée. Les projets et les propositions de création de banques se multiplièrent dans le sillage de la Glorieuse Révolution. Hugh Chamberlain et William Paterson furent les avocats des banques les plus notables, mais ils n'étaient pas les seuls à célébrer les mérites d'une « banque commune ». Pour Nicholas Barbon, la question n'était pas de savoir si une telle banque était désirable, mais plutôt de déterminer pourquoi l'Angleterre n'en avait pas encore créé une :

« Étant donné que Londres est la plus grande, la plus riche, et la principale place de commerce dans le monde, qu'il n'y a rien de plus simple, de plus pratique et de plus sûr qu'une banque publique, et que beaucoup d'argent a été perdu en l'absence de cette banque; il est vraiment extraordinaire que les marchands et commerçants de cette cité n'aient pas depuis longtemps exigé du gouvernement la création d'une banque publique ».

La réponse à cette question était politique :

« Il est vrai que dans un État despotique, qui ne subsiste que grâce à la force militaire, et où le commerce ne joue aucun rôle et ne rapporte aucun revenu fiscal à l'État, il peut être tentant pour le Prince de confisquer une telle banque » – il fait ici sans l'ombre d'un doute référence au régime de Jacques II – « mais en Angleterre, où le gouvernement n'est pas despotique, où le peuple est libre, et possède une grande influence sur le pouvoir législatif, qu'aucun autre peuple ne détient ou n'a jamais détenu [...], et où l'intérêt d'un commerce florissant est partagé tant par le roi que par ses sujets, une telle peur n'a pas lieu d'être : que

52. Istvan HONT, « Free trade and the economic limits to modern politics: neo-Machiavellian political economy reconsidered », in John Dunn (ed.), *The Economic Limits to Modern Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 64-65. Davenant était payé par l'East India Company tout au long des années 1690 : Charles DAVENANT, *Receipts of Payment from the East India Company*, Bodleian, Rawl D747, ff. 194-201. Davenant a aussi servi comme commissaire de l'Excise sous Jacques II : *Memoirs of the Secret Services of John Mackey*, Londres, Nichols and Sons, 1895, p. 91 ; Commissioners for the Excise to?, 11 mars 1691, NA, CUST 48/4, 111.

peut-on objecter au fait que l'argent déposé dans une banque soit sécurisé par la loi, comme n'importe quel autre bien ou possession»<sup>53</sup> ?

À la fin de la session parlementaire très tendue de 1694, le Parlement créa la banque d'Angleterre. Il était facile de prévoir qui seraient les partisans de cette banque. William Patterson et le whig radical Michael Godfrey, décrit comme «quelqu'un de très intelligent et travailleur, bien connu à la cour et à la Chambre des communes», furent rejoints par «certains des avocats récemment opposés à l'East India Company». De nombreux adversaires de cette compagnie, tels que John Cholmley, Sir John Chardin, Sir Robert Clayton, Sir James et Abraham Houlblon, John Ward, Thomas Pitt et John Paige figuraient parmi les premiers actionnaires de la banque. Les partisans de la banque, s'ils eurent à batailler ferme à Westminster, trouvèrent un accueil bien plus favorable à Londres et dans le reste du pays. William Paterson indique que la première souscription en faveur de la banque «fut complétée en moins de dix jours», et que «les forces vives de la nation se révélèrent très vite disposées à risquer leur argent». Les whigs qui ne supportaient pas les théories économiques de Child (qu'ils soient parlementaires, marchands ou autres) abandonnèrent l'idée d'une refonte de l'East India Company pour se tourner vers la création d'une telle banque nationale.

Les défenseurs de la banque d'Angleterre ont dû clarifier les présupposés idéologiques qui sous-tendaient leur engagement. Un partisan de la première heure affirmait qu'une banque nationale permettrait au roi de financer plus aisément ses guerres, tout en facilitant les transactions des citoyens ordinaires. Et «puisque le commerce à Londres est équivalent, si pas supérieur, à celui d'Amsterdam, de Hambourg, de Gênes et de Venise, qui possèdent toutes leurs propres banques publiques, il serait normal que le gouvernement encourage l'implantation de tels établissements». Pour toutes ces raisons, cet auteur concluait : «il est de l'intérêt du gouvernement, s'il veut encourager la richesse et le commerce de la nation, d'établir une telle banque». Le whig Gilbert Burnet rappela que beaucoup avaient plaidé en faveur d'une banque en pensant qu'elle «allait accroître le commerce et la circulation monétaire». Un autre partisan s'enthousiasmait : elle permettrait la baisse des taux d'intérêt, l'accroissement de la circulation des capitaux et de financer la guerre. Pour eux, faire circuler l'argent signifiait le placer là où il serait le plus utile, dans les manufactures<sup>54</sup>.

53. *Some Useful Reflections upon a Pamphlet Called a Brief Account of the Intended Bank of England*, [1694], p. 3; Jerry SQUIRT, *Some Account of the Transactions of Mr. William Paterson*, Londres, 1695, p. 1-2; *Proposals Humbly Offer'd to the Consideration of this Present Parliament*, Londres, W. Pardoe, 1689, p. [1]; William PATERSON, «An inquiry into the state of the Union», 1717, in Saxe Bannister (ed.), *The Writings of William Paterson*, seconde édition, Londres, Judd and Glass, 1859 (désormais Bannister), vol. 2, p. 63-64; John Dalrymple (La Haye) à Hamilton, 14/24 octobre 1691, NAS, GD 406/1/3557; N. BARBON, *Discourse...*, op. cit., 1690, p. 29-31.

54. *A Proposal to Raise a Million of Money by Credit on a Public Bank*, [1692]; Gilbert BURNET, *History of his own Time*, Londres, William Smith, 1838, p. 599; *A Brief Account of the Intended Bank of England*, Londres, Randal Taylor, 1694, p. 1-4.

Un certain H. M., auteur de *La gloire de l'Angleterre*, était le plus fervent avocat de la banque. Selon lui, elle pourrait fournir « de l'argent frais » en cas « d'urgence soudaine », notamment pour « lever des troupes et équiper les armées ». De plus, en temps normal, elle « serait en mesure de prêter de l'argent à la couronne à un taux raisonnable ». Cette garantie de financement serait, au final, la clé de la victoire militaire de l'Angleterre contre ses ennemis. La banque favoriserait également sa richesse et sa puissance : « L'argent pour une nation est comparable au sang pour un humain ; s'il circule partout, le corps est sain, mais s'il vient à manquer, le corps dépérit ». Les banques garantissent en effet la circulation de la monnaie, qui elle-même permet « l'accroissement du commerce et de la population, et l'enrichissement général [...]. Mais si les richesses sont nécessaires à la nation, c'est bien son commerce et sa population qui font la gloire et la force d'un royaume ». H. M. était sûr qu'une telle banque initierait le même genre de cercle vertueux qu'avait évoqué Carew Reynell. Le luxe, contrairement à ce qu'affirmaient les penseurs anticapitalistes de la Renaissance, n'était pas un danger : « Avec la paix et la prospérité, le joug du peuple lui semblera plus doux, et peu seront désireux de le secouer. Et si certains, par excès d'abondance, deviennent réfractaires et se rebellent, la masse du peuple, trop contente de son sort, leur fera comprendre leur erreur ». Pour toutes ces raisons, l'optimiste H. M. pouvait rendre compte du fait que « tout le monde est convaincu qu'une banque serait très avantageuse pour la Nation, en particulier pour un peuple commerçant »<sup>55</sup>.

Sans surprise, les autres personnalités whigs convaincues que la richesse est le fruit du travail et des manufactures étaient elles aussi enthousiasmées par la banque. Pour John Cary, les banques « sont autant de boutiques où l'argent peut être distribué, et qui reçoivent en retour une sécurité permanente, ce qui sert bien les intérêts du commerce, et par conséquent, plus il y en a, mieux c'est ». « Le meilleur moyen de préserver le commerce et la flotte de ces royaumes », conseillait Sir Francis Brewster, « est d'établir une banque nationale ». Pour Brewster, cette idée était tellement évidente que « l'utilité des banques en Angleterre n'est maintenant plus discutée ». John Locke, qui fut avec son imprimeur Awnsham Churchill un des souscripteurs initiaux de la banque d'Angleterre, la considérait comme n'étant pas « de peu d'importance », tant pour son ami et souscripteur Edward Clarke que « pour l'Angleterre »<sup>56</sup>.

Les défenseurs whigs d'une nouvelle économie politique, les descendants idéologiques des radicaux des années 1650, tiraient donc des conclusions

55. H. M., *England's Glory; or, the Great Improvement of Trade in General by a Royal Bank*, Londres, Tho. Bever, 1694, sigs. A3r-A4r, p. 11-12, 18-19, 21-24, 31.

56. J. CARY, *An Essay...*, *op. cit.*, 1695, 32; J. BREWSTER, *Essays...*, *op. cit.*, 1695, 6, 109; Locke à Clarke, 6 août 1694, Rand, 397; *A List of the Names*, 1694; Edward CLARKE, *Notes on the Bank*, 1695/6, Somerset Record Office, DD/SF/2764; *Edward Clarke's Money Assets at the Time of his Death*, 1710, Somerset Record Office, DD/SF/1789; à comparer avec Craig ROSE, *England in the 1690s. Revolution, Religion and War*, Oxford, Wiley-Blackwell, 1999, p. 135.

géopolitiques très différentes de celles de Child. Là où ce dernier prétendait que la Hollande, du fait de son empire commercial en Asie, était le plus grand ennemi de l'Angleterre, les whigs considéraient les Français comme la plus grande menace, avec leurs velléités d'empire continental européen. Là où les partisans d'une économie politique agraire devenaient soit jacobites soit supporters d'une politique d'hégémonie maritime tory, les partisans des manufactures étaient les plus zélés défenseurs d'un engagement continental dans la guerre de Neuf Ans. Un opposant à la taxation des manufactures, John Hampden, prétendait « qu'aucun autre homme en Angleterre n'est plus conscient que moi de la nécessité de poursuivre cette guerre ». Les enjeux n'auraient pas pu être plus grands. Il était en effet persuadé que « la liberté de cette nation, la préservation de son gouvernement et la sécurité des intérêts protestants en Europe dépendent du succès de la guerre ». Pour James Whiston, « il n'y a que deux options, la victoire ou l'esclavage. [...] la grandeur de la France et celle de l'Angleterre sont à présent incompatibles. S'ils progressent, nous chutons ». John Cary affirmait que son traité de commerce était entièrement dédié à promouvoir l'effort de guerre, car du succès des armes dépendaient « la liberté, la richesse et la sécurité religieuse des sujets de Guillaume III et de l'ensemble des intérêts protestants en Europe ». Francis Brewster considérait lui aussi que les Français devaient être défaits à tout prix : « Depuis plus de trente ans, le plus grand danger pour notre commerce provient des Français, car, à part eux, aucune nation sur terre ne peut rivaliser avec nous »<sup>57</sup>.

La Glorieuse Révolution a donc produit une révolution (et pour beaucoup, c'était le but) dans le champ de l'économie politique. Jacques II soutenait que la richesse était un don de la nature. Selon cette vision des choses, la richesse du monde était limitée, et les empires se créaient par l'épée, en conquérant les territoires des autres. L'East India Company était bien placée pour créer un vaste *dominion* impérial sur le dos des Hollandais et de l'empire Moghol. Mais après la Révolution, particulièrement après 1694, les whigs et leur idéologie économique prirent le dessus. Pour eux, une société manufacturière, et non agraire, constituait l'avenir de l'Angleterre. Ils pensaient que la richesse était le fruit des efforts de l'homme, et donc potentiellement infinie. Ils consacrèrent toute leur énergie à abattre les monopoles commerciaux (en particulier ceux de l'East India Company), avant de se tourner rapidement vers un autre objectif : la création d'une banque nationale. La révolution dans l'économie politique fut donc un préalable à la révolution financière. Parallèlement, ils voulurent qu'on fit appel aux compétences et aux connaissances des marchands pour élaborer une politique nationale, et ils entendirent que la politique fiscale profite en priorité au secteur le plus important de l'économie à leurs yeux, le secteur manufacturier. Dans cette optique, les vrais concurrents de l'Angleterre n'étaient

57. J. HAMPDEN, *Some Considerations...*, *op. cit.*, 1691, p. 31 ; J. WHISTON, *A Discourse of the Decay*, 1693, 9 ; J. CARY, *An Essay...*, *op. cit.*, 1695, sig. A3r ; J. BREWSTER, *Essays...*, *op. cit.*, 1695, p. 1.

pas les Provinces-Unies, spécialisées dans la distribution commerciale, mais les grands pays comme la France capables de rivaliser avec les manufactures anglaises, en usant de procédés politiques pernicieux de surcroît. Sans surprise, les partisans de cette nouvelle économie politique se préoccupaient bien plus de la création de richesse que des effets délétères du luxe. Ils n'étaient pas obsédés, comme ont pu l'être certains penseurs classiques ou renaissants, par l'ancrage de la personnalité politique dans la propriété immobilière. Ils considéraient plutôt la circulation de la richesse, dans un cycle infini de production et de consommation, comme vitale si l'on voulait maintenir l'identité et l'intégrité nationales anglaises.

### LA CRITIQUE TORY MODERNE

Ces nouvelles théories économiques ne sont pas devenues hégémoniques au plan idéologique. Non seulement l'East India Company continua d'être un bastion tory (fût-ce sur la base d'une constitution réorganisée), mais une longue et puissante campagne fut lancée contre la banque d'Angleterre. Toutefois, cette dernière n'était pas fondée sur l'idéologie classique ou renaissante, les tories reconnaissant que le capitalisme et les banques pouvaient être compatibles avec le bien commun. Ils insistaient plutôt sur les conséquences politiques de l'existence des banques nationales de crédit, accusées de paver la voie à la république.

Un des partisans de la nouvelle institution résumait ainsi la situation :

«Trois catégories de personnes, quoique très différentes par ailleurs, sont réunies par leur même rejet de la banque d'Angleterre. Les jacobites, effrayés par tout ce qui pourrait affaiblir leur monarchie en France, constituent la première catégorie; quelques usuriers et agents de change, la seconde; et la troisième regroupent tous ceux qui n'ont pas les moyens de commercer».

Quoiqu'un peu exagérée, cette explication n'est pas sans mérites. Les tories et les jacobites ont en effet immédiatement critiqué la Banque, «pernicieuse pour le bien public», selon le comte de Nottingham. «La véhémence et le zèle de tous les ennemis du gouvernement contre la banque» furent terribles, aux dires de Gilbert Burnet, le très whig évêque de Salisbury. Les tories suivaient apparemment la position de Sir Edward Seymour, qui affirmait que «les Anglais ne devraient jamais s'imposer comme fardeau des choses que leurs ancêtres ignoraient»<sup>58</sup>.

58. *A Brief Account...*, 1694, p. 16-17; B. G. CARRUTHERS, *City of Capital, op. cit.*, p. 141-142; extrait d'une lettre de Londres, 9 février 1695, ministère des Affaires étrangères, Paris, Correspondance Politique/Angleterre, 173, f. 35v; G. BURNET, *History of His Own Time, op. cit.*, p. 599; Sir Edward Seymour, 30 novembre 1689, Grey, vol. 9, p. 466; W. PATERSON, «An Inquiry into the State of the Unio», 1717, in Bannister, vol. 2, p. 64.



La création de la banque d'Angleterre, un établissement qui acceptait les dépôts sous toutes leurs formes, versait des intérêts, et encourageait l'activité manufacturière, força ses opposants à agir. Les tories, toujours hostiles à tout ce qui pourrait profiter aux détenteurs de capital mobilier, mirent en avant un projet concurrent, celui d'une banque foncière (*Land Bank*). Cette banque, contrairement à la banque d'Angleterre, recherchait la clientèle des propriétaires terriens. Il n'est pas surprenant de retrouver parmi ses soutiens Sir Josiah Child, son beau-frère Thomas Cooke, le marchand tory de l'East India Company Sir Joseph Herne, et le financier tory John Briscoe. Selon Adam Anderson (qui écrit en 1764), le projet de banque foncière était un projet « principalement soutenu par le parti tory ». Lorsque les représentants de la banque foncière plaidèrent leur cause devant le Trésor, ils choisirent comme porte-parole le tory Sir Thomas Meres, qui « produit un discours très fleuri ». Dennis Rubini a montré que, pour ses ennemis, la banque d'Angleterre semblait « anti-agraire par nature, et beaucoup trop liée aux intérêts commerciaux et à la bourgeoisie montante. Elle semblait être le fer de lance d'une révolution financière accélérant le passage d'une économie terrienne à une économie commerciale, diminuant la valeur de la terre, accroissant les taux d'intérêt, favorisant le soutien de l'aristocratie à la guerre, et plaçant les finances et la politique de la nation entre les mains du parti de la guerre ». Au contraire, les partisans de la banque foncière soutenaient également une « politique pacifique ». En 1696, ils obtinrent du Parlement les dispositions nécessaires à la création de leur banque. Ce fut toutefois une expérience de courte durée, les marchands refusant d'y souscrire<sup>59</sup>. L'économie politique terrienne avait encore des partisans au Parlement, mais guère au-delà.

Si les contempteurs du capitalisme inspirés par les idéaux classiques et renaissants pouvaient tout à fait voir la banque foncière comme une alternative politiquement responsable à la banque d'Angleterre, comme une barrière élevée contre les effets délétères d'une économie de plus en plus commerciale, ils ne pouvaient souscrire au second type d'attaques menées contre la Banque, qui consistaient à prétendre qu'elle allait saper l'autorité royale au profit des idées républicaines. Les tories Halifax, Nottingham et Rochester en étaient persuadés, et ils reprirent pendant les débats à la chambre des Lords (les seuls dont nous ayons un aperçu substantiel) cette idée répétée inlassablement par la propagande tory, comme dans ce pamphlet: « Un simple coup d'œil sur les zélotes de la banque d'Angleterre nous révèle une coterie n'ayant jamais fait

59. D. RUBINI, « Battle for the banks », p. 697, 702, 712 ; J. BREWER, *Sinews...*, *op. cit.*, p. 153 ; Charles Montague à William Blathwayt, 3 juillet 1696, BL, Add 34355, f. 10v ; Land Bank Minute Book, University of London, Senate House Library, MS 61 ; A. ANDERSON, *Origins of Commerce...*, *op. cit.*, 1764, vol. 2, p. 211 ; Charles Montague à William Blathwayt, 29 mai 1696, BL, Add 34255, f. 1v ; Peter Le Neve (Londres) à Oliver Le Neve, 23 janvier 1696, Beinecke, Osborn Files 8983/8 ; John Lord Ashburnham (Ashburnham) à Richard Hoare, 15 avril 1696, East Sussex Record Office, ASH/840, 48 ; Charles Montague à William Blathwayt, 17 et 17 juillet 1696, BL, Add 34355, f. 14v ; B. G. CARRUTHERS, *City of Capital...*, *op. cit.*, p. 142.



preuve d'une grande affection envers la monarchie, c'est le moins que l'on puisse dire». Les partisans de la banque étaient «une faction spécialisée dans la collecte d'avantages personnels», reproche traditionnel fait aux whigs par les tories, repris par un autre adversaire de la Banque: «Les banques nationales ont partie liée avec les républiques, et ce n'est pas de bon augure quant au devenir du gouvernement monarchique [...]; par conséquent, soit le roi réussit à dominer la banque, soit la banque supprime le roi». Beaucoup soulignaient, non sans arrière-pensées, que son modèle provenait «de Hollande», la république dont était issu Guillaume d'Orange. Cette association entre banques et républicanisme n'était pas nouvelle:

«Depuis des années, nous discutons avec beaucoup d'espoir de la nature et de l'usage des banques et des fonds publics», se souvenait avec honnêteté un partisan de la banque, «alors que nos hommes politiques les plus raffinés nous assuraient qu'il était inenvisageable d'instaurer une banque en Angleterre en dehors d'un *Commonwealth*; et cette idée est devenue si répandue qu'il était risible d'avoir une opinion contraire».

Autre idée fort répandue: «le simple fait d'établir une banque en Angleterre va fragiliser le gouvernement, car l'argent de la nation sera placé entre les mains de sujets qui sont et qui resteront du côté du peuple, influençant insensiblement l'Église et l'État». Les défenseurs de la banque n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour apaiser ces inquiétudes typiques des tories. L'un d'entre eux a répondu sèchement que «de tels politiciens, qui ne souhaitent pas autoriser les banques ici (parce que l'Angleterre n'est pas un *Commonwealth*) ne comprennent pas très bien la Constitution anglaise, car, à l'époque de Charles II, personne ne trouvait honteux de l'appeler *Commonwealth*»<sup>60</sup>.

Les réactions négatives suscitées par la Banque étaient loin d'être cohérentes, et la plupart de ces opposants usaient d'une double argumentation qui avait peu à voir avec les critiques habituelles du capitalisme, inspirées des idéaux classiques ou de la Renaissance. D'un côté, la création d'une banque nationale allait faire passer l'Angleterre d'une société agraire à une société manufacturière. Il est très important de remarquer que cette analyse fut popularisée en premier lieu par Josiah Child et ses amis tories de l'*East India Company*, et non par les radicaux whigs comme Robert Molesworth ou John Trenchard, tous deux actionnaires de la banque d'Angleterre et grands partisans des projets whigs pour financer la guerre sur le continent. D'un autre côté, les ennemis de la Banque martelaient l'idée qu'une banque nationale transfor-

60. H. HORWITZ, *Parliament, Policy and Politics*, op. cit., p. 131; *Some Considerations Offered against the Continuance of the Bank of England*, [1694], p. 2; *Observations upon the Constitution of the Bank of England*, op. cit., 1694, p. 1; John BRISCOE, *A Discourse of the Late Funds of the Million-Act, Lottery-Act, and Bank of England*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, R. Baldwin, 1694, p. 4; Paterson, «An inquiry into the state of the Union», n1717, in Bannister, vol. 2, p. 64; *A Brief Account*, 1694, p. 2, 8; G. BURNET, *History of his own Time*, op. cit., p. 599; *Some Useful Reflections*, op. cit., 1694, p. 3. À cette époque, les défenseurs de l'*East India Company* comparaient négativement les aspirations de leurs opposants, dont beaucoup participèrent à la création de la Banque, à celles des «niveleurs anglais ou, plus anciennement, à celles des tribuns de Rome»: «The Humble Answer of the East India Company», mai 1692, IOL, H/40, f. 176r.

merait l'Angleterre en république. Cette argumentation était antithétique avec la tradition républicaine classique : les modes de pensée issus de l'Antiquité ou de la Renaissance sont incapables de nous faire comprendre l'économie politique post-révolutionnaire.

\*\*\*

L'Angleterre connut une extraordinaire période de croissance économique à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Alors que l'Europe continentale subissait la récession, voire se désurbanisait en partie, l'économie anglaise se développait à un rythme soutenu : c'est à cette époque qu'elle divergea vraiment d'avec le reste de l'Europe. Stimulées par le commerce outre-mer, les villes anglaises devinrent plus grandes et plus prospères, les infrastructures se développèrent considérablement, et le peuple anglais eut à sa disposition une grande variété de biens de consommation. Ces bouleversements ouvrirent des perspectives aux hommes politiques anglais, qui se mirent à imaginer de grands projets de modernisation pour l'État.

La fin du XVII<sup>e</sup> siècle vit fleurir les projets destinés à consolider l'État. Daniel Defoe, dans son *Essai concernant les projets*, constate que « jamais auparavant il n'y eut autant d'idées et de projets concernant les choses du commerce qu'à notre époque ». Par projet, Defoe entendait tout effort en vue « d'améliorer le commerce, l'emploi des pauvres, la circulation et l'accroissement des richesses du royaume ». Mais selon lui, « la vraie définition d'un projet, au sens moderne du terme, est d'être une entreprise trop grande pour être mise en œuvre, et qui ne débouchera probablement sur rien ». Ces projets économiques en faveur du bien commun n'étaient réalisables qu'à l'âge moderne. C'est pour cette raison que Defoe a pu « établir que l'origine de cet état d'esprit favorable aux projets qui règne actuellement date de l'année 1680 au plus tôt, quand cet état d'esprit est devenu hors-de-contrôle, bien qu'il soit vrai qu'on puisse en détecter les prémisses à l'époque de la dernière Guerre Civile »<sup>61</sup>.

Defoe a compris quelque chose d'important à propos des débats économiques de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre. À l'époque de la crise de l'Exclusion (1678-1681), la nature des discussions politiques était déjà profondément modifiée. L'Angleterre n'était pas, bien sûr, devenue une société sécularisée : les Anglais continuaient à se disputer à propos des règles de succession au trône, de la nature de l'autorité royale, et des liens entre l'État et le salut des âmes. Mais vers 1680, les partis politiques ont ajouté à cette liste la question du bien-être matériel de la population. Defoe avait raison de croire que les projets commerciaux étaient devenus des questions politiques dès les années 1640 et 1650. Mais à cette époque, ainsi que dans les décennies suivantes, les questions économiques restaient très

61. [Daniel DEFOE], *An Essay Upon Projects*, Londres, 1697, p. 1-2, 10-11, 19-20, 24; Defoe n'aborde pas les projets décrits par Joan THIRSK dans son *Economic Policy and Projects*, Oxford, Clarendon Press, 1978, p. 1, 9.

ouvertes, peu connotées politiquement. La situation changea à partir du milieu des années 1670, quand les futurs whigs quittèrent en masse la Royal African Company; et lorsque Josiah Child, au début des années 1680, expulsa les whigs de l'East India Company, les choix en matière d'économie politique se conformèrent de plus en plus aux clivages politiques partisans. Pendant les années 1680, les whigs et les tories s'opposaient autant sur les questions économiques que sur leur vision de l'Église et de l'État.

Beaucoup d'historiens, convaincus que la Révolution de 1688-1689 fut avant tout une affaire de succession, de constitution, ou de querelles religieuses, sont passés à côté des débats économiques riches et intenses de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre. Ces débats se déroulaient dans les comités parlementaires dédiés aux compagnies de commerce, à la chambre des Communes et à la Chambre des Lords, à la bourse, dans les tavernes et les cafés à travers tout le pays, et ils ont à la fois précédé et grandement influencé les événements de 1688-1689. Ces historiens n'ont également pas compris que la révolution dans l'économie politique avait été voulue par beaucoup de révolutionnaires en 1668-1689.

Les controverses d'économie politique de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle n'opposèrent pas capitalistes libertariens et anticapitalistes néoclassiques, ou mercantilistes et libre-échangistes, car en réalité, tout le monde proclamait son attachement au bien commun, distinct de la somme des intérêts particuliers des sujets du royaume. De la même façon, adversaires et partisans de la banque d'Angleterre soutenaient l'intervention de l'État dans l'économie. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les avocats du libre-échange, bien que farouchement opposés aux privilèges commerciaux issus de la prérogative royale, soutenaient l'idée d'une banque nationale liée à l'État, ainsi que des projets en faveur d'une fiscalité progressive.

Contrairement à l'opinion de David Armitage, les débats en économie politique ne concernaient pas seulement les relations triangulaires entre l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande<sup>62</sup>, mais s'intéressaient avant tout à définir les intérêts économiques de l'Angleterre en Europe et au sein de son empire : quelle identité économique pour l'Angleterre, quelles relations entretenir avec les Indes orientales et occidentales ? Les questions irlandaises et écossaises ont certainement joué un rôle dans ces questionnements, mais jamais isolées d'un contexte plus large incluant la France et les Provinces-Unis, les Indes et les Amériques.

En définitive, le débat qui a le plus influencé la Révolution et les années suivantes opposait ceux qui étaient convaincus que la richesse était seulement produite par la terre et ceux qui étaient persuadés qu'elle était le résultat de l'activité humaine. Josiah Child, Jacques II et la plupart des tories étaient partisans d'une économie politique agraire, une économie politique postulant un monde d'échanges commerciaux à somme nulle. La constitution d'un empire territorial en Inde et la guerre contre la Hollande furent les conséquences

62. D. ARMITAGE, *Ideological Origins...*, op. cit., p. 148.

logiques de cette position. Après la Révolution, Child et ses alliés tories s'opposèrent à la création de la banque d'Angleterre, par crainte de voir l'Angleterre se transformer en une société commerçante fondée sur la richesse mobilière et en même temps devenir une république.

À cela, les whigs répliquaient d'une manière également élaborée : puisqu'à leurs yeux le travail constituait la source de toute richesse, cette dernière était potentiellement illimitée, et par conséquent, la puissance et la prospérité futures de l'Angleterre dépendaient plus des manufactures que de la terre. Ils critiquaient ainsi l'activité de l'East India Company, qui importait des produits finis concurrençant la production domestique, tout en étant incapable d'exporter cette même production. Ils ne comprenaient pas non plus l'intérêt d'une guerre avec la Hollande, qui ne menaçait en rien les succès économiques anglais, car il y avait assez de richesses potentielles pour tous. Plus important encore, ils militèrent pour la création d'une banque nationale, seule capable d'assurer le financement du conflit idéologique avec la France et une bonne circulation de l'argent, la meilleure garantie du développement des manufactures anglaises. La plupart des whigs favorables à la Révolution condamnaient la recherche du profit à tout prix, et célébraient au contraire la nation anglaise à la fois pour sa manière participative de faire de la politique que pour sa riche culture partagée.

Bien que les allégeances politiques soient extrêmement mouvantes dans les années 1690, cette opposition idéologique correspond assez bien à la division entre tories et whigs : les soutiens de l'East India Company et de la banque foncière étaient presque tous tories, ceux de la banque d'Angleterre très largement whigs. Les partisans d'une économie politique agraire regardaient avec scepticisme la guerre sur le continent, lui préférant la stratégie maritime du grand large, tandis que les plus favorables à la guerre contre Louis XIV soutenaient l'importance des manufactures dans l'économie.

Ce qu'on appelle la « révolution financière » fut une réalisation whig. Les whigs souhaitaient détruire la Royal African Company et l'East India Company, non parce qu'ils étaient opposés à l'intervention de l'État dans l'économie, mais parce qu'ils étaient convaincus que ces institutions faisaient du tort au secteur manufacturier anglais. Si les whigs étaient en faveur du remplacement de la *Hearth Tax* par un impôt foncier, ce n'était pas par volonté de réduire la pression fiscale, mais parce qu'ils voulaient une politique fiscale adaptée à une société manufacturière. De la même façon, le désir des tories de créer un empire territorial et une banque foncière ne résultait pas d'une quelconque opposition au capitalisme, mais de l'idée que la croissance économique est liée à l'expansion territoriale.

Étant donné ces différences idéologiques fortes entre whigs et tories des années 1680 et 1690, les sociologues ou politistes « néo-whig » ont tort d'imaginer un consensus politique post-révolutionnaire qui aurait permis la création d'institutions vouées à garantir les droits de propriétés. Il n'y eut pas de nouvelles garanties constitutionnelles : le whig Colley Cibber avait raison de dire que les événements de 1688-1689 ne créèrent aucuns droits ni garanties

constitutionnelles nouveaux, mais rendirent simplement effectifs ceux qui existaient déjà en principe. En effet, concernant la sécurité du droit à la propriété, la Déclaration des droits de 1689 n'ajoute rien aux textes promulgués lors de l'instauration du Protectorat de Cromwell en décembre 1653 (on peut à ce titre faire un parallèle entre l'Instrument de Gouvernement et la Déclaration des droits, tous deux issus de la déposition d'un roi à la politique jugée irresponsable). Ce qui distingue plutôt les deux révolutions, c'est le soutien des whigs et des marchands à la guerre contre la France : dans les années 1650 en effet, Cromwell n'avait pas eu l'appui de la communauté marchande pour mener la guerre contre l'Espagne. Ce qui distingue encore les deux décennies révolutionnaires fut aussi l'existence, à la fin du siècle, d'un parti capable d'établir les institutions permettant de financer la guerre extérieure. La révolution financière anglaise fut donc le produit de querelles partisans, et non d'un consensus politique ou d'une négociation raisonnée.

La Révolution de 1688-1689 peut se comprendre comme la conséquence d'un conflit brutal, à plusieurs dimensions, entre deux partis politiques. Les whigs initièrent leur programme économique des années 1690, la fameuse « révolution financière », après avoir vaincu complètement et difficilement leurs adversaires politiques. Leur politique économique fut sans compromis : ils voulaient détruire, ou rendre inoffensives, les institutions économiques de leurs ennemis, en premier lieu l'ancienne East India Company et la Royal African Company, puis, en 1696, la banque foncière. « La crédibilité accrue concernant le remboursement de la dette » que l'on observa pendant le contrôle whig du Parlement s'explique par le fait que la banque d'Angleterre a été créée et soutenue par les whigs<sup>63</sup>. Si les tories avaient réussi à remplacer la banque d'Angleterre par leur banque foncière en 1696, il y a fort à parier que l'Angleterre aurait suivi une voie économique toute différente<sup>64</sup>.

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Sir Robert Walpole, la plupart des whigs restèrent attachés à l'idée d'une politique économique destinée à favoriser le développement des manufactures, puisque les richesses étaient le fruit du travail de l'homme. Et si l'opposition whig a attaqué Walpole avec autant de force durant les années 1720 et 1730, c'est parce que celui-ci avait abandonné certains de ces principes économiques. Walpole et ses partisans continuaient de croire, comme les autres whigs, que le travail créait la richesse, mais il ne croyait pas que le déficit financier pouvait être une source de croissance économique. Équilibrer le budget et réduire la dette, deux de ses obsessions, l'ont conduit à des positions bien différentes en matière d'économie politique. Alors que l'opposition whig et les radicaux préconisaient des avancées sociales,

63. David STASAVAGE, « Partisan politics and public debt: the importance of the "Whig supremacy" for Britain's financial revolution », *European Review of Economic History*, 11-1, avril 2007, p. 124.

64. La thèse d'une économie anglaise solidement orientée par l'action publique après 1689 est brillamment illustrée par David ORMRD, *The Rise of Commercial Empires: England and the Netherlands in the Age of Mercantilism, 1650-1770*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 342-346.

l'intégration des marchés et une croissance économique frénétique, Walpole et ses alliés favorisaient l'équilibre budgétaire, une croissance économique sûre, et un empire hiérarchiquement organisé. Ces deux conceptions économiques sont indéniablement modernes. La crise de l'Excise de 1733, aux yeux des opposants radicaux de Walpole, n'était pas seulement une erreur de parcours, mais plutôt une tentative de transférer la charge fiscale de la propriété vers la consommation, autrement dit, un abandon des principes économiques et politiques établis lors de la Révolution.

La révolution dans l'économie politique accomplie dans les années 1690 est le produit d'un radicalisme à la fois politique et économique. Pratiquement, les radicaux ont réussi à mettre en place une machinerie financière capable de soutenir un impressionnant effort de guerre, d'un niveau inimaginable auparavant, contre l'ennemi le plus puissant et le plus ambitieux que l'Angleterre ait jamais eu à combattre. Idéologiquement, leur succès fut aussi grand, imposant les questions de politique économique à l'ensemble des partis politiques.

Tant les tories que les whigs eurent à assumer l'ensemble des conséquences de leurs engagements idéologiques. Pour les whigs, cela revenait à développer une politique fiscale et des institutions financières à même de permettre une guerre continentale à grande échelle. Pour les tories, cela voulait dire favoriser non seulement une politique maritime (*blue-water policy*) mais aussi la création d'un vaste empire territorial, permettant à l'Angleterre de tenir son rang parmi les grandes puissances. La Révolution de 1688-89 fut un tournant majeur dans l'affrontement entre deux programmes économiques aussi modernes que rivaux. Les whigs imposèrent leurs vues dans l'ensemble, mais sans jamais atteindre une hégémonie complète. Les tenants de l'économie politique tory n'ont en effet jamais disparu. En réalité, on pourrait même soutenir qu'ils regagnèrent la main dans les années 1760 et 1770, créant les conditions d'une autre transformation révolutionnaire des îles britanniques.

Steve PINCUS  
Department of History  
Yale University  
P.O. Box 208324  
New Haven, CT 06520-8324  
États-Unis  
[steve.pincus@yale.edu](mailto:steve.pincus@yale.edu)

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Karim Ghorbal (université Paris 8, IDHE-UMR 8533) et Philippe Minard.

## Résumé/Abstract

Steve PINCUS

### La Révolution anglaise de 1688 : économie politique et transformation radicale

La plupart des récits concernant la Glorieuse Révolution affirment qu'elle fut conservatrice et sans lien avec l'économie politique. Je soutiens au contraire l'idée que les années 1688 et 1689 constituèrent une révolution radicale, et qu'un de ses aspects les plus radicaux fut la révolution qu'elle instaura dans le champ de l'économie politique. À partir des années 1650, beaucoup de whigs et de radicaux anglais ont considéré que la richesse était le fruit du travail, et donc qu'elle était potentiellement infinie. Ils désiraient en particulier que le gouvernement s'implique davantage dans le développement du secteur manufacturier. Ce n'était pas l'avis de Jacques II, qui était en faveur d'un modèle économique alternatif. Profondément impliqués dans les affaires de la Royal African Company et de l'East India Company, Jacques et ses alliés politiques concevaient la richesse comme un produit de la terre, et de ce fait nécessairement limitée. Dans cette optique, le futur économique de l'Angleterre ne pouvait être garanti que par l'acquisition d'un empire territorial outre-mer. Voilà pourquoi Jacques II et son East India Company ont encouragé la guerre en Asie du Sud, ainsi qu'une lutte impérialiste contre la Hollande. Les whigs, qui rejetaient cette stratégie, firent beaucoup d'efforts pour financer l'invasion de l'Angleterre par Guillaume III. Au cours des années 1690, ils entendirent renverser l'ordre économique instauré par Jacques II par la mise en place d'une fiscalité progressive, par des tentatives pour détruire la Royal African Company et l'East India Company et par la création de la banque d'Angleterre, destinée à soutenir le développement du secteur manufacturier. La Révolution de 1688-1689 a ainsi renversé les thèses d'économie politique dominantes en Angleterre, en privilégiant les manufactures plutôt que les territoires.

**MOTS-CLÉS :** Angleterre, XVII<sup>e</sup> siècle, banque d'Angleterre, Compagnies anglaises des Indes orientales, Révolution, Jacques II, économie politique, Whigs, Tories ■

*Most accounts of England's Glorious Revolution assume maintain that the event was conservative and had little to do with political economy. In this article, I contend, by contrast, that 1688-89 was a radical revolution and that one of its most radical components was a revolution in political economy. Since the 1650s many English radicals and Whigs maintained that labor created property, and that therefore property was potentially infinite. They argued that the government should support economic development in the manufacturing sector in particular. James II, by contrast, committed himself to an alternative economic model. Deeply involved in both the Royal African and East India Companies, James and his political allies believed that property inhered only in the land was therefore necessarily finite. England's economic future could only be guaranteed through acquisition of an overseas territorial empire. James and his great East India Company therefore promoted war in South Asia and imperial conflict with the Dutch. Whigs rejected this strategy and did a great deal to finance William III's invasion of England. In the 1690s they sought to reverse James's economic policies by promoting redistributive taxation, attempting to destroy the East India and Royal African companies' monopolies, and by creating the Bank of England which would promote the development of the manufacturing sector. The Revolution of 1688-89 then reversed England's political economic orientation from a focus on territory to a focus on manufacturing.*

**KEYWORDS :** England, XVII<sup>th</sup> century, Bank of England, East India Company, revolution, James II, political economy, Whigs, Tories ■